LA DETTE OU (ET) LE CHAOS ?

POURQUOI LES COP'S SONT INEFFICACES ?

25 mars 2023

RÉSUMÉ

Cette étude a pour but d'amener à réfléchir sur les raisons profondes des échecs des COPs depuis 27 ans et des COPs à venir, en utilisant un angle de vision mathématique global et neutre.

Alexandre DUMAS a écrit : *"n'estimez l'argent ni plus ni moins qu'il ne vaut : c'est un bon serviteur et un mauvais maître."*

L'argent est un outil inventé pour faciliter les échanges, un moyen de substitution au troc.

La financiarisation de l'économie concentre la monnaie, transformant l'argent, outil serviteur, en un mauvais maître, créancier conditionnant son débiteur à une contrainte exclusivement financière.

La **DETTE** est devenue le principal verrou contraignant l'humanité à détruire le climat, la biodiversité et, plus généralement, tout ce qui ne produit pas de croissance du PIB à court terme.

La dette c'est du PIB à crédit, conditionné par l'engagement de sa croissance future, exigé par les créanciers comme garantie de capacité de remboursement, détruisant le climat et la biodiversité.

Après les "trente glorieuses" (1945-1974) les États des pays riches subissent une forte augmentation du prix du pétrole qu'ils doivent importer. Ils ont alors recours à la création de dettes pour maintenir leurs niveaux de vie (croissance du PIB) et continuer leurs développements, à crédit.

À partir des années 1984, les pays riches veulent doper la croissance de leurs PIB. Ils vont alors créer une véritable industrie financière de la dette.

12/11/1999 coup d'État mondial financier discret : fin de la séparation de la banque de dépôts et de la banque d'affaires mise en place après la grande crise de 1929 pour protéger l'épargne des particuliers (GlassSteagall Act de 1933). Les banques d'affaires deviennent systémiques.

Les banques d'affaires peuvent désormais emprunter aux banques de dépôts pour spéculer, investir, créer de nouveaux produits, sous la menace permanente, en cas de faillite, de créer le chaos en provoquant la faillite des banques de dépôts et le lessivage de l'épargne des particuliers.

La crise de 2008 (Lheman Brothers) et l'apparition du "*too big to fail*" (trop gros pour faire faillite), obligeant les États à renflouer les banques sous menace d'un effondrement économique planétaire, confirmera ce coup d'état mondial, discret, de l'industrie financière.

Désormais, l'industrie financière tient les États par la double menace ou prise d'otage du :

- non refinancement de la dette perpétuelle devenue trop importante pour être remboursée
- lessivage de l'épargne de la banque de dépôts menacée en permanence par la faillite des banques

Les conséquences de l'un ou de l'autre, voire des deux simultanément, étant catastrophiques pour les États : effondrement, chaos, guerre civile, souffrances et crise économique durable.

L'existence des États est désormais totalement dépendante de l'industrie financière.

L'industrie financière s'est ainsi placée au-dessus des constitutions des États et de l'intérêt général, conditionnant leurs survies à l'obligation de croissance du PIB exigée en garantie du refinancement perpétuel de leurs dettes, devenues trop grosses pour pouvoir être remboursées.

L'industrie financière va organiser une compétition entre États, un concours pour la plus forte croissance du PIB, pour fixer les conditions financières du refinancement de la dette à chaque échéance, arbitré par trois agences de notation (Fitch, Standards & Poors et Moody's).

Cette croissance du PIB garantissant le refinancement de la dette et son augmentation (déficits) aux meilleures conditions, en fonction de son classement et des engagements de croissances futures.

Les États ont impérativement et perpétuellement besoin d'obtenir de nouveaux prêts, en croissances constantes, pour payer les intérêts des précédents et les nouveaux déficits provoqués par la baisse des recettes fiscales expatriées par les multinationales dans les paradis fiscaux.

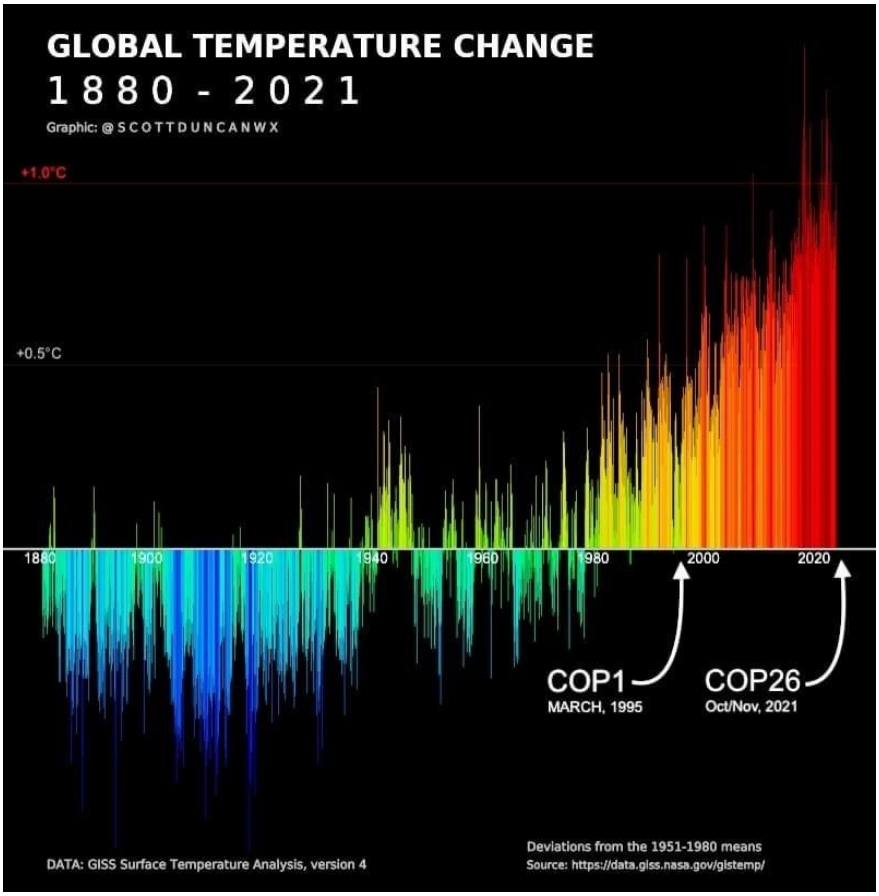
Il ne peut y avoir d'Union des Nations du monde pour résoudre l'urgence de la crise climatique, sauver la biodiversité et l'humanité, si les Nations sont en compétition financière entre elles.

Toute exigence sur le plan climatique et de la biodiversité étant immédiatement perçue comme un handicap concurrentiel, une entrave dans cette compétition pour la plus forte croissance du PIB.

Pourtant, cette fameuse "croissance du PIB" est principalement devenue de la dette future.

Les conventions humaines, économiques et financières d'endettement infini, ont donné l'illusion d'une croissance infinie dans un monde pourtant fini.

La dette ne permettra pas de s'affranchir des lois de la physique, malgré l'illusion de la croissance du PIB.



L'inhabitabilité de la Terre, pour le genre humain, est d'ores et déjà en marche, comme dans les villes de Jacobabad et Ras Al Khaimah.

L'humanité est confrontée au plus grand défi civilisationnel qu'elle n'ait jamais connu : la survie de son espèce ou le maintien de conventions humaines financières d'endettement infinies jusqu'à la destruction totale de l'habitabilité de la Terre pour l'humanité.

Table des matières

1. PRÉAMBULE....1

2. ÉQUATION DE KAYA + DETTE....7

2.1. CO2/E : quantité moyenne de CO2 par tep d'Energies primaires (moy mondiale)....7

2.2. E/PIB : quantité d'Energie nécessaire pour produire 1 $ de PIB (moy mondiale)....9

2.3. PIB/D : rendement de la Dette ou $ de PIB produit par $ de Dette contractée (moy mon)....10

2.4. D/POP : $ de Dette par habitant....13

2.5. POP : croissance démographique mondiale (moy mondiale)....14

2.6. CO2 : croissance des émissions mondiales de Gaz à Effet de Serre....14

3. ANALYSE....15

3.1. Analyse indicielle des facteurs d'émissions de CO2....15

3.2. Analyse annuelle de l'impact CO2 des différents facteurs....16

3.2.1. Analyse globale annuelle de l'impact CO2 des facteurs....16

3.2.2. Analyse des facteurs mineurs de l'impact CO2 (hors Energie/PIB et Dette/POPulation). 17

3.2.3. Analyse des facteurs majeurs d'impact sur les émissions de CO2....18

3.3. L'effet miroir de substitution entre E/PIB et D/POP....19

3.4. Analyse historique....20

3.4.1. Pétrole converti en PIB : 27/8/1856 à 15/8/1971....20

3.4.2. Pic pétrolier US : 1971....21

3.4.3. Fin convertibilité or du $ US : 15/8/1971....21

3.4.4. Crise pétrolière prix X3 : 17/10/1973....22

3.4.5. Création de l'industrie financière : 1984 la monnaie-dette....23

3.4.6. Le coup d'état financier 12/11/1999....26

3.4.7. La crise de 2008 et la faillite de Lheman Brothers le 15/9/2008....27

3.5. Synthèse des périodes....30

3.6. La route du CO2....31

3.7. Synthèse du modèle actuel imposé par l'industrie financière....32

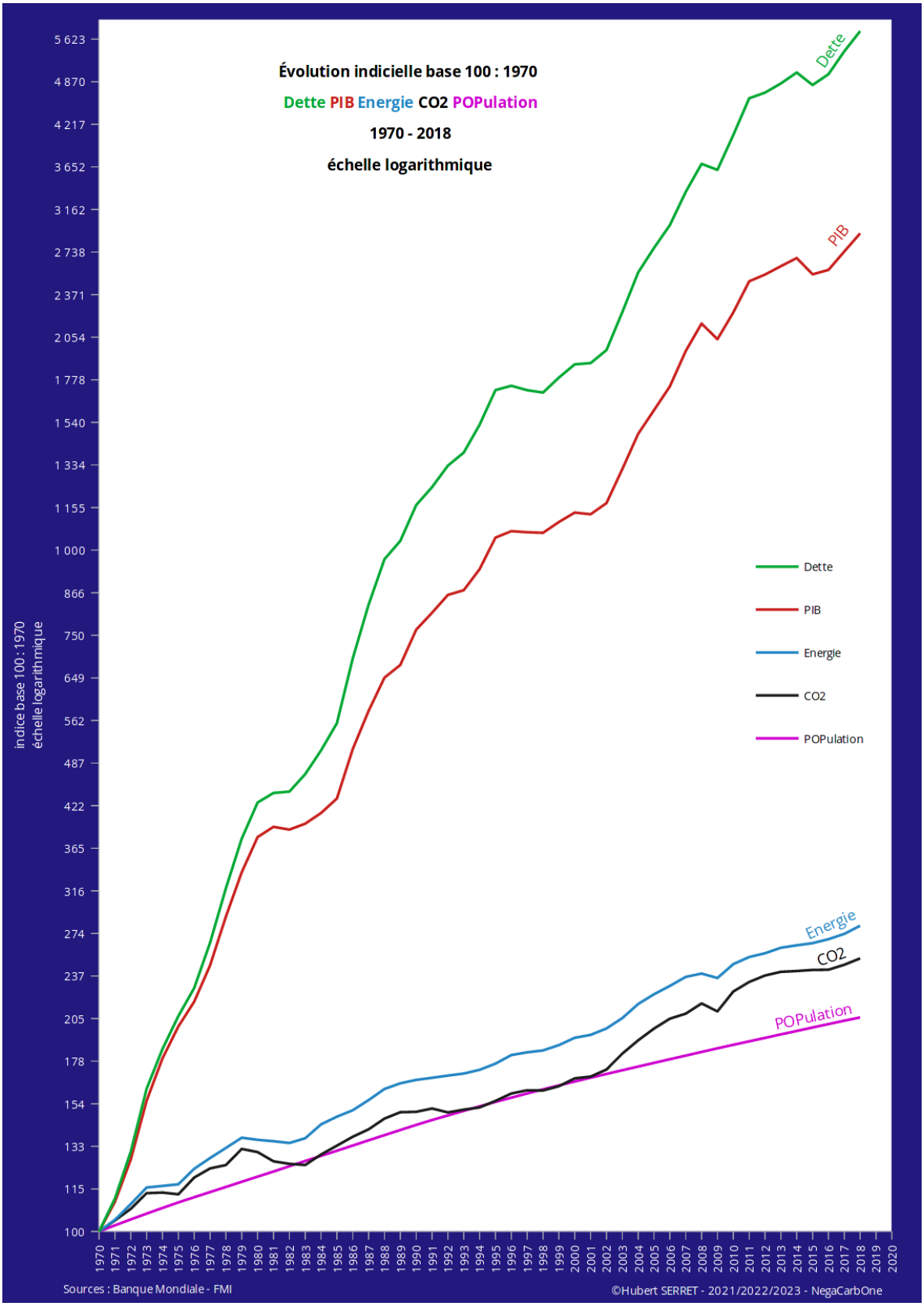
4. CONCLUSION....33

5. SOLUTIONS (ébauche)....34

"La vérité est qu'il s'agit de trouver le problème et par conséquent de le poser, plus encore que de le résoudre. Car un problème est résolu dès qu'il est bien posé." Henri BERGSON

1. PRÉAMBULE

À LA POURSUITE D'UNE CROISSANCE INFINIE DANS UN MONDE FINI



"Dans le domaine scientifique, trouver la bonne formulation d'un problème permet souvent de le résoudre." Stephen HAWKING

COMMENT LA DETTE BLOQUE L'HUMANITÉ ET IMPOSE :

- LE RÉCHAUFFEMENT, DÉRÈGLEMENT, CHANGEMENT CLIMATIQUE

- LA DESTRUCTION DE LA BIODIVERSITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

CONDUISANT À L'INHABITABILITÉ DE LA TERRE POUR L'HUMANITÉ

Pourquoi malgré :

- tous les rapports de plus en plus alarmistes des scientifiques, GIEC, Universités, NASA, NOAA etc.

- les messages d'alertes répétés et croissants de l'ONU et de l'OMM

- toutes les COP's annuelles, sur le climat et la biodiversité, et leurs "engagements"...

- toutes les déclarations d'intentions politiques et autres communications "*One Planet Summit*"...

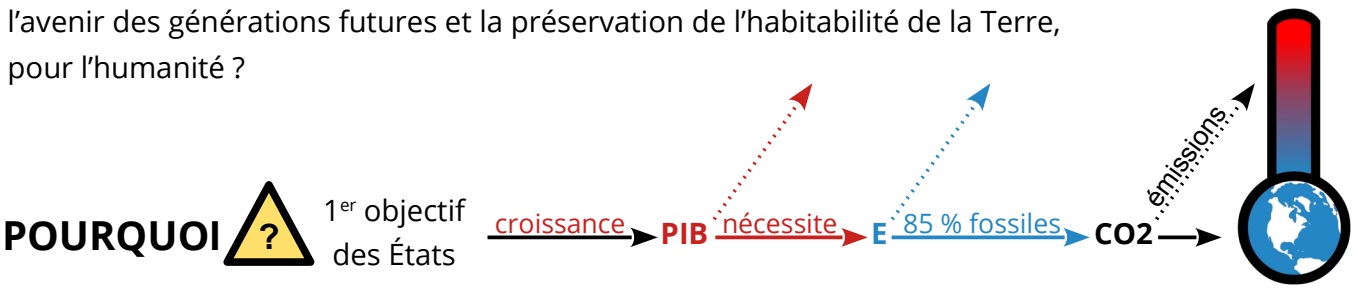
- tous les changements politiques de tous bords et leurs promesses de campagne...

- toutes les manifestations, prises de consciences individuelles et collectives

rien ne semble pouvoir freiner la hausse continue des émissions de CO2, la destruction de la biodiversité, l'accélération et l'emballement du réchauffement climatique ?

Quelle est donc cette **"force (main ?) invisible"** qui **impose**, à tous les États du monde, comme **priorité absolue,** la fameuse **"croissance"**, celle du **PIB** (Produit Intérieur Brut), alors même que, paradoxalement, les États savent que cette **croissance du PIB** entraîne une croissance de la consommation d'énergies (**E**) à 85% fossiles, émettrices de **GES** (Gaz à Effet de Serre) provoquant le réchauffement climatique, remettant en cause l'avenir des générations futures et l'habitabilité de la Terre pour l'humanité ?

La Science du climat et les 30 ans de rapports des plus de 4 000 Scientifiques climatologues experts du GIEC, sont-ils suffisants à la compréhension globale du mécanisme qui impose **LA croissance** (**PIB**), les émissions de **CO2** (GES) et la destruction de la biodiversité avant la Science, l'avenir des générations futures et la préservation de l'habitabilité de la Terre, pour l'humanité ?

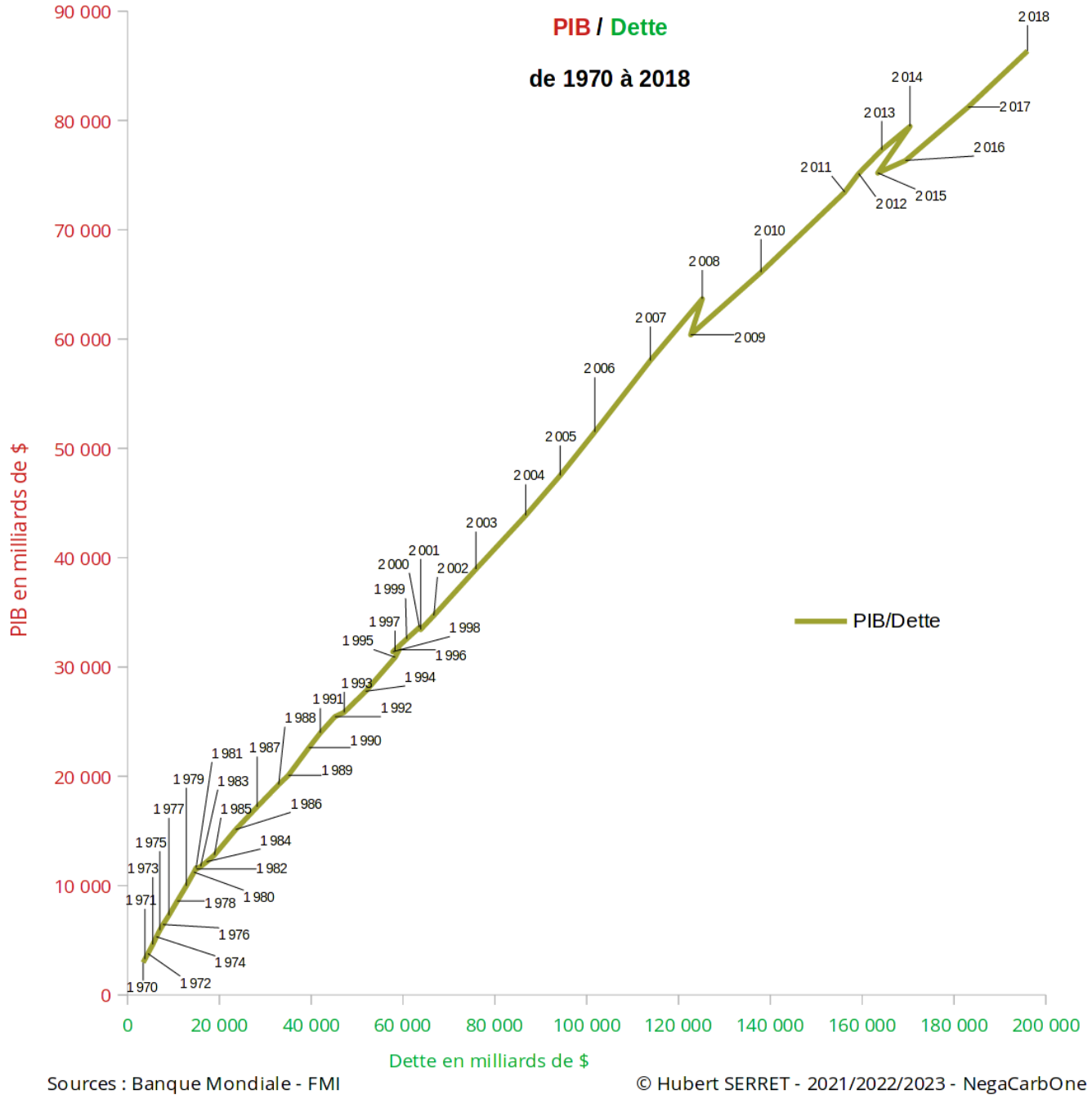


L'équation de Kaya, $\mathbf{CO2} = \frac{\mathbf{CO2}}{\mathbf{E}} \times \frac{\mathbf{E}}{\mathbf{PIB}} \times \frac{\mathbf{PIB}}{\mathbf{POP}} \times \mathbf{POP}$, a permis de démontrer que les émissions de CO2 sont dues au contenu CO2 de l'énergie (**E**) primaire consommée (**CO2**/**E**), à 85% d'origine fossile, énergie (**E**) indispensable à la croissance du **PIB**. **POP** étant la population mondiale.

Les États ont donc décidé de décarboner leur mix-énergétique en transformant 85% d'énergies fossiles en énergies décarbonées ; c'est la fameuse très médiatique : "*transition énergétique*"...

Problème : plusieurs études (MIT), montrent que cette transition sera longue, 400 ans, beaucoup trop longue par rapport au temps restant (2 à 12 ans) pour limiter la hausse des températures à + 2°C.

Le problème est-il suffisamment bien posé pour rendre sa résolution possible ?
Avec un coefficient de détermination (R^2) > **99,5 %** la relation entre dette (**D**) et **PIB** est très claire.



Sources : Banque Mondiale - FMI

© Hubert SERRET - 2021/2022/2023 - NegaCarbOne

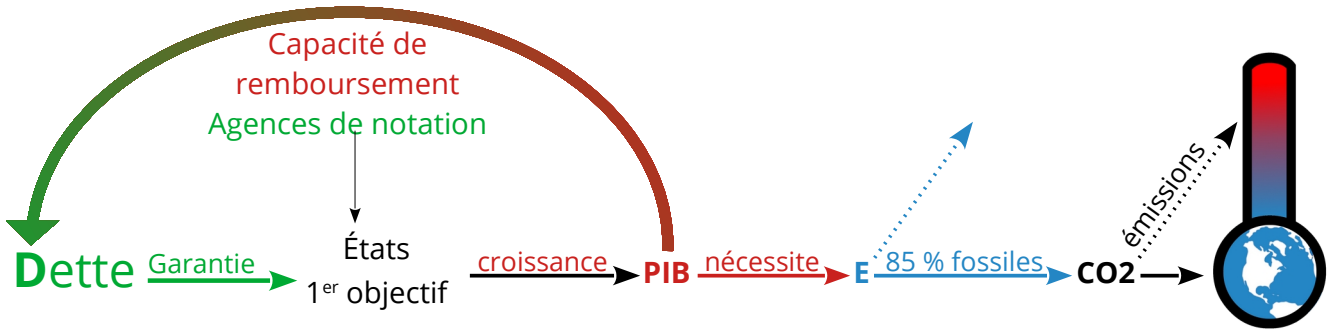
Quelle est donc cette force, cette "**main invisible**" (?), qui pousse les États, et leurs gouvernements, à prioriser la "**croissance**" (du **PIB**) sur tout le reste, quitte à détruire le climat et la biodiversité et l'habitabilité de la Terre pour les humains, au nom de cette sacro-sainte "croissance" ?

Pourquoi et comment cette fameuse "*CROISSANCE*" est-elle devenue le leitmotiv qui serait synonyme de "bonheur pour l'humanité" (...), souvent confondue avec la croissance du marché boursier, comme, par exemple, l'indice de croissance du CAC 40 qui devient subitement lui aussi, synonyme de bonheur (?...) par assimilation commune au mot magique de "*croissance*" ?

Je vous propose d'étudier l'équation de Kaya, à partir des **valeurs totales mondiales** sourcées, Banque Mondiale et FMI, pour tous les paramètres, en y insérant un paramètre très important mais "oublié" (?...) :

la **D**ette (**D**)

$$CO2 = \frac{CO2}{E} \times \frac{E}{PIB} \times \frac{PIB}{D} \times \frac{D}{POP} \times POP$$



Parfois, chez certaines personnes, le mot "équation" ravive des mauvais souvenirs de jeunesse, cours de mathématiques difficiles et compliqués, entraînant un réflexe de rejet quasi pavlovien.

Je vous rassure, l'équation de Kaya est une **équation simple**, compréhensible par toutes et tous.

Pourquoi utiliser une équation ?

Les **mathématiques** ont cet avantage d'être **neutres**, elles n'ont pas d'opinions politiques, économiques, religieuses, sectaires, idéologiques, dogmatiques, philosophiques ou autres.

Les mathématiques ne sont qu'**un simple outil neutre et objectif** permettant de mieux analyser un problème.

Pr Yoichi KAYA : économiste de l'énergie japonais a créé cette équation en 1993.
Directeur Général du RITE : Research Institute of Innovatives Technology (Japon).

Équation utilisée par l'AIE, le GIEC, JM JANCOVICI, Price Watherhouse Coopers, etc.

L'objectif est de permettre de relier les émissions anthropiques de dioxyde de carbone (CO2) au travers 3 facteurs :

- **E** : l'**E**nergie primaire consommée en tep (tonnes équivalent pétrole) référence des énergéticiens
  1 tep = 11 630 kWh

- **PIB** : **P**roduit **I**ntérieur **B**rut en milliards d'US$

- **POP** : la **POP**ulation mondiale en milliards d'habitants

Le raisonnement est simple :

CO2 = **CO2** *jusque-là, on est d'accord ? ;-) en milliards de tonne CO2 équivalent (GtCO2eq)*

$CO2 = \frac{CO2}{\mathbf{E}} \times \mathbf{E}$ *si on divise le CO2 par E et qu'on le multiplie par le même E l'opération est neutre*

$CO2 = \frac{CO2}{E} \times \frac{E}{\mathbf{PIB}} \times \mathbf{PIB}$ *idem : on divise E par le PIB et on le multiplie par le PIB, opération neutre*

$CO2 = \frac{CO2}{E} \times \frac{E}{PIB} \times \frac{PIB}{\mathbf{POP}} \times \mathbf{POP}$ *idem : on divise le PIB par la POP et on le multiplie POP, neutre*

Je propose d'apporter ma pierre à l'édifice en insérant dans l'équation de KAYA un 4ème facteur qui me paraît essentiel : **D la dette mondiale** en milliards d'US$.

$CO2 = \frac{CO2}{E} \times \frac{E}{PIB} \times \frac{PIB}{\mathbf{D}} \times \frac{\mathbf{D}}{POP} \times POP$ c'est l'équation de Kaya + **D**ette

L'intérêt de cette équation, c'est aussi de pouvoir analyser différents ratios et leurs évolutions dans le temps, depuis 1970 :

CO2/E = la quantité moyenne de **CO2** émis par tep d'**E**nergies primaire utilisée en moyenne mondiale

Combien de CO2 est émis en moyenne mondiale par tep (tonnes équivalent pétrole) d'Energie et son évolution de 1970 à 2018 ?
La tep (tonne équivalent pétrole) est la mesure habituelle des énergéticiens et la référence pour des études mondiales. 1 tep = 11 630 kWh
Gtep signifie Giga c'est à dire en milliards de tep soit 10^9 tep.

E/PIB = quantité d'**E**nergie nécessaire pour produire 1 $ de **PIB** en moyenne mondiale

Combien faut-il d'Energie (gtep = 10^{-6} tep), en moyenne mondiale, pour produire 1$ de PIB et son évolution de 1970 à 2018 ?

PIB/D = $ de **PIB** produit par $ de **D**ette contractée, rendement de la **D**ette en **PIB** produit en moyenne mondiale

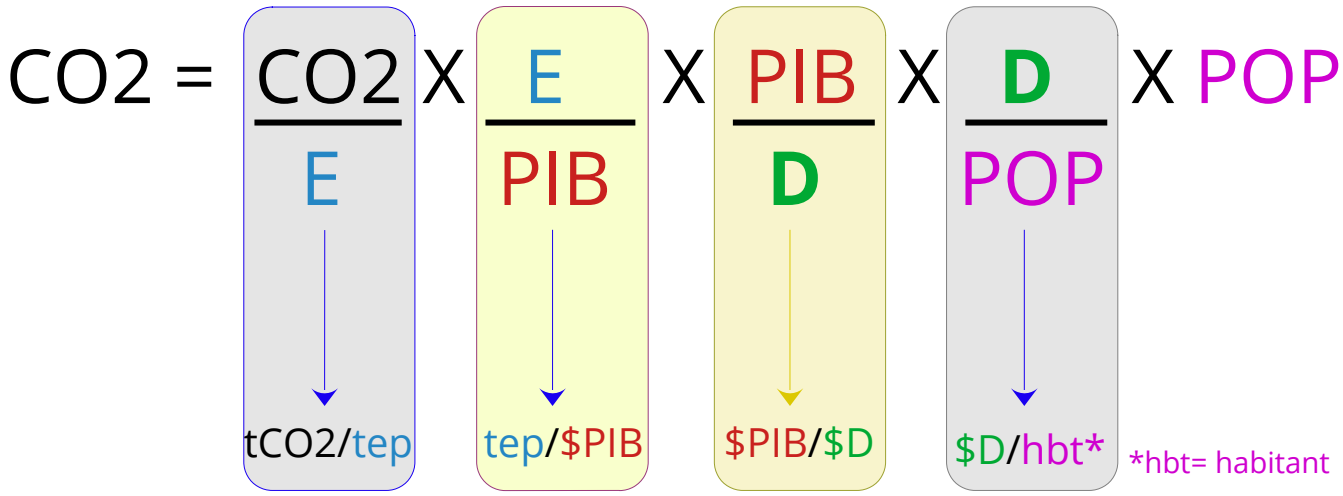
Combien de $ de PIB est produit en moyenne mondiale par $ de Dette contractée et son évolution de 1970 à 2018 ?
G = Giga = milliards = 10^9

D/POP = $ de **D**ette par habitant

Quelle est la Dette moyenne mondiale en $ par habitant de la planète Terre et son évolution de 1970 à 2018 ?

POP c'est la POPulation mondiale, le nombre d'habitants sur Terre en milliards d'habitants

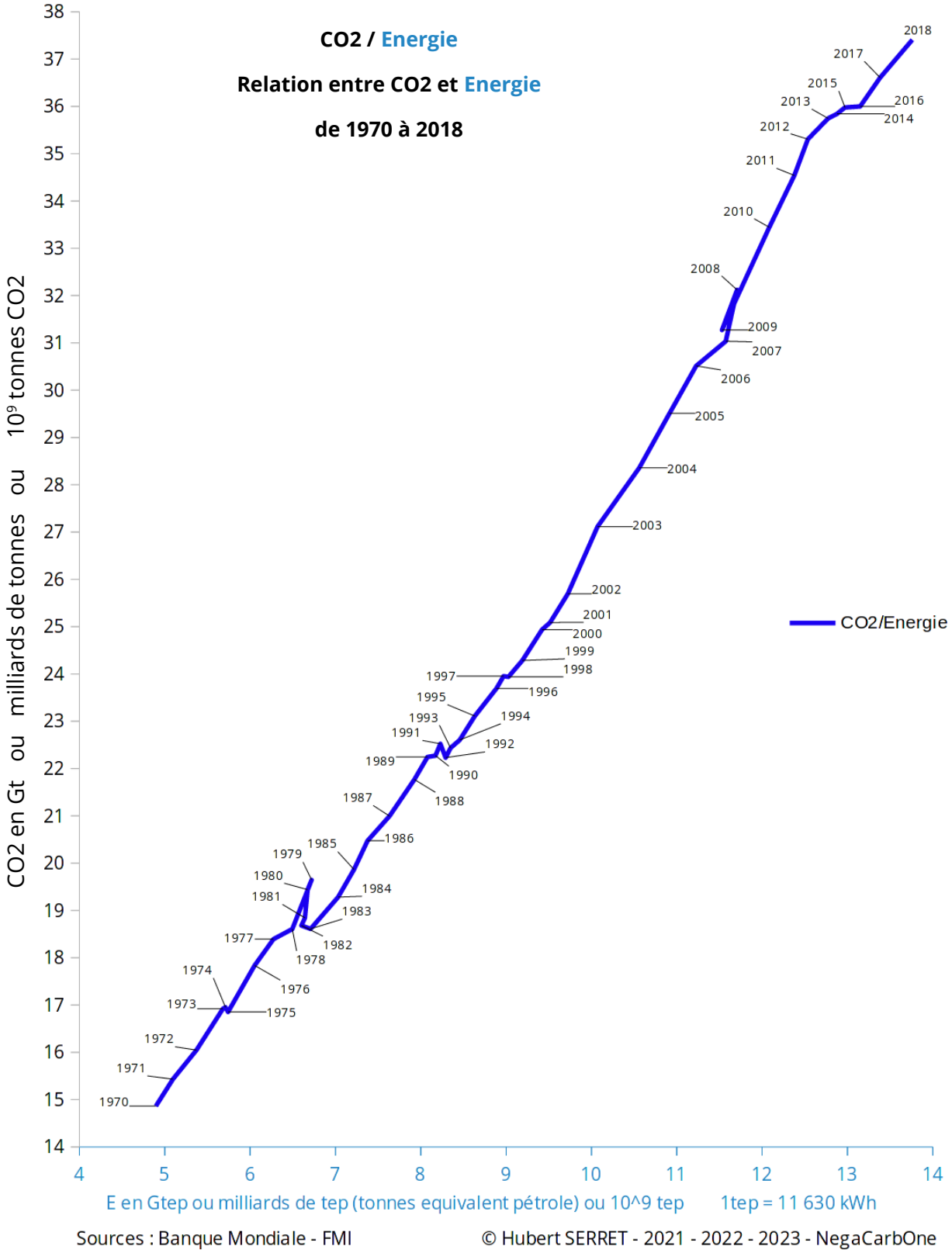
Nous allons étudier chaque facteur dans l'ordre de l'équation de Kaya + Dette.



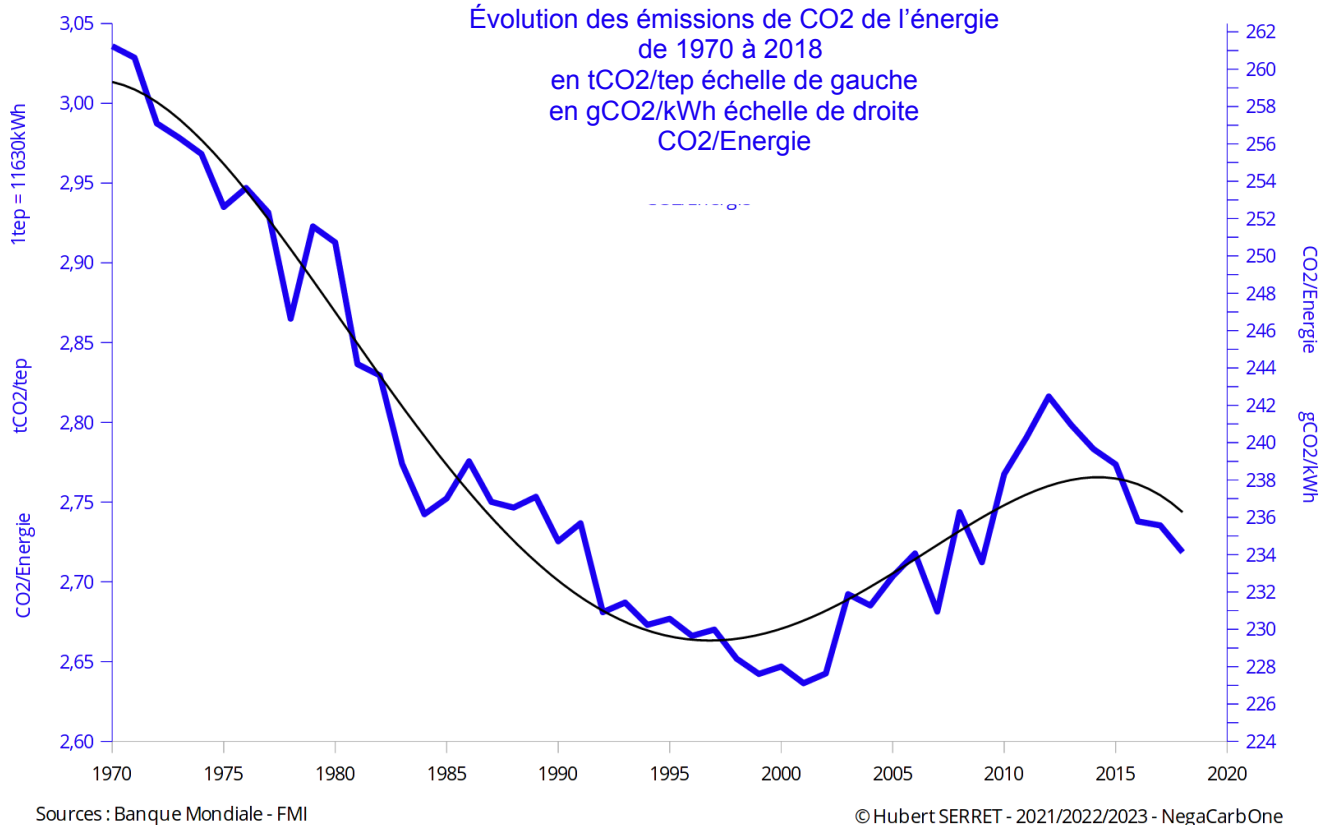
2. ÉQUATION DE KAYA + DETTE

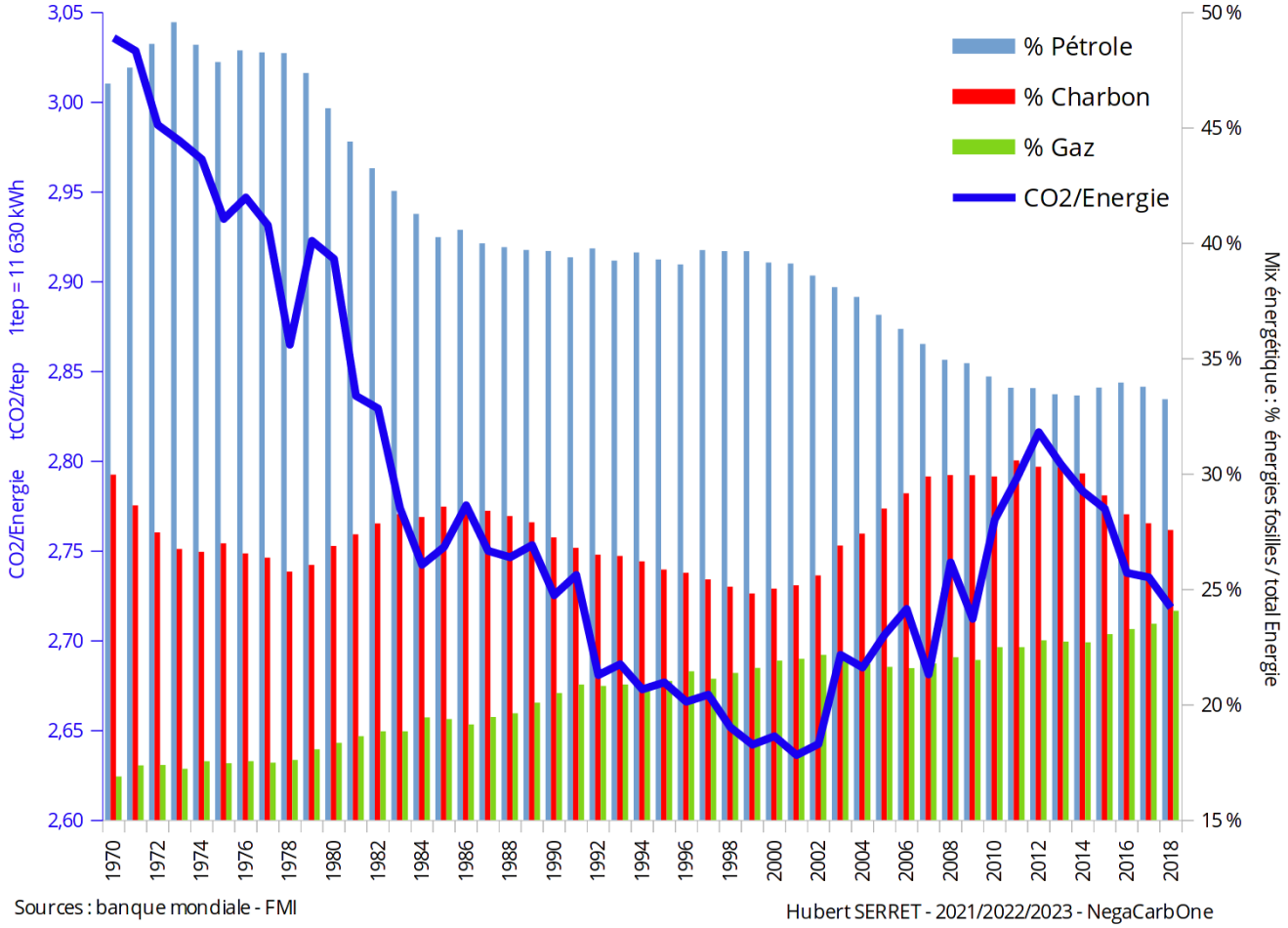
2.1. CO2/E : quantité moyenne de CO2 par tep d'Energies primaires (moy mondiale)

Découplage rapide et neutralité carbone en moins de 10 ans = mission impossible ; 10 ans c'est le temps restant si l'on veut rester en dessous une hausse de +2°C des températures.



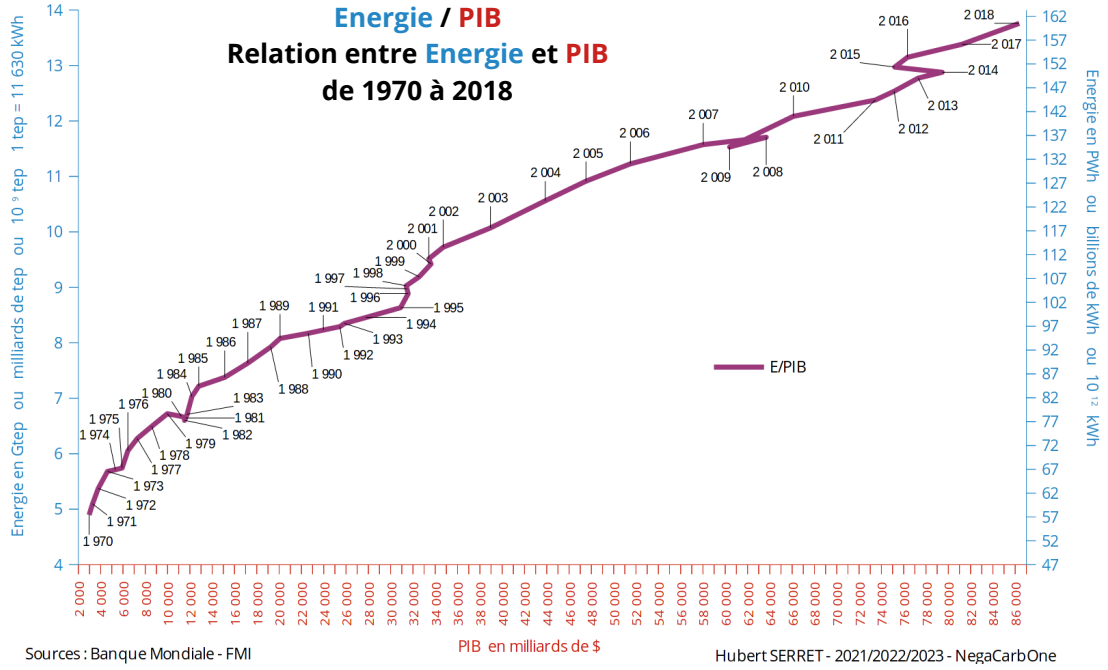
Confirmation de la très étroite relation, coefficient de détermination (R^2) supérieur à 99%, entre consommation d'énergies primaires et émissions de CO2 du fait d'une énergie fossile à 85 %.



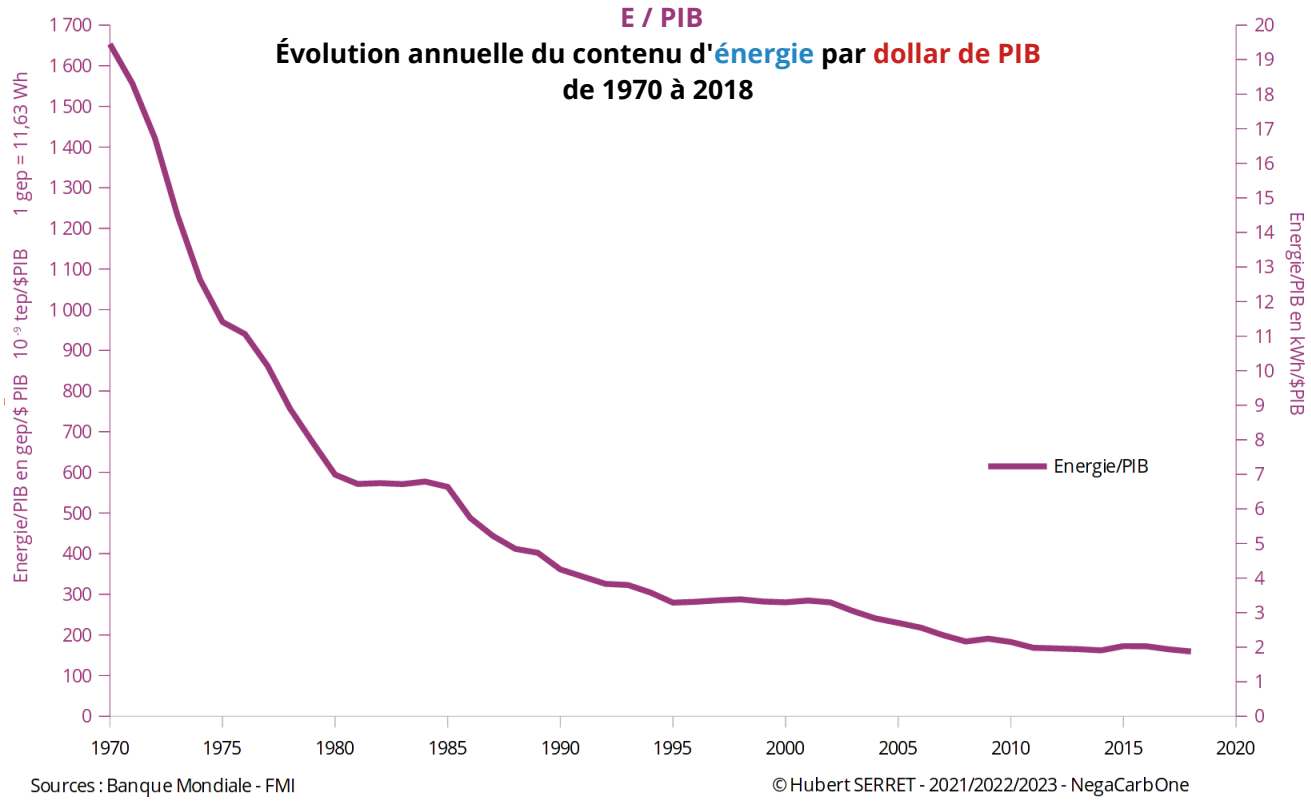


Un pic bas à 2,6 tCO2/tep (2001), une remontée forte impulsée par une croissance de la consommation de charbon dont les réserves sont les plus importantes, charbon qui est aussi le plus fort émetteur de CO2, pic de 2012 à 2,8 tCO2/tep.

2.2. E/PIB : quantité d'Energie nécessaire pour produire 1 $ de PIB (moy mondiale)



Forte relation entre consommation d'énergies primaires et produit intérieur brut (PIB)



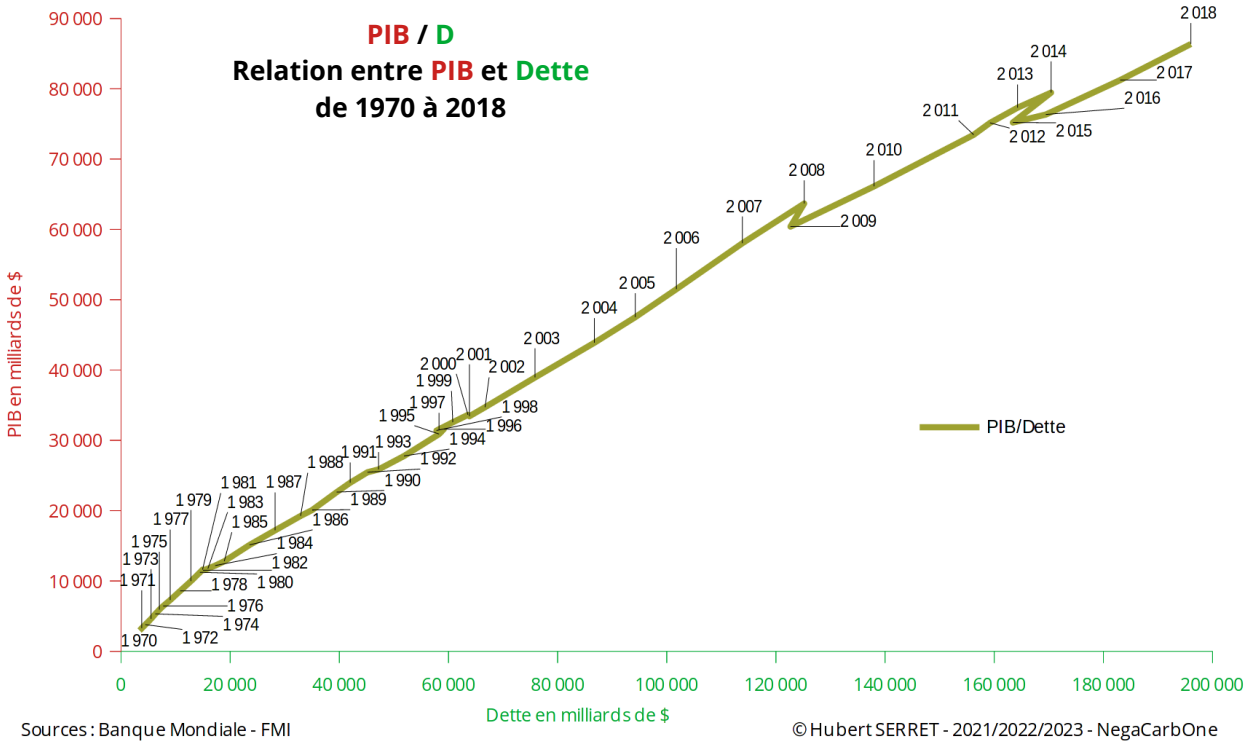
Cette décroissance dans le temps de l'énergie nécessaire pour produire 1$ de PIB reflète-t-elle uniquement une incroyable et "miraculeuse" amélioration de l'efficacité énergétique ?

- 1970 il fallait 1 653 gep/$PIB (1 gep = 10^{-6} tep) soit 20 kWh pour produire 1 $ de PIB
- 2018 seulement 159 gep pour produire 1 $ de PIB soit 2 kWh pour produire 1$ de PIB

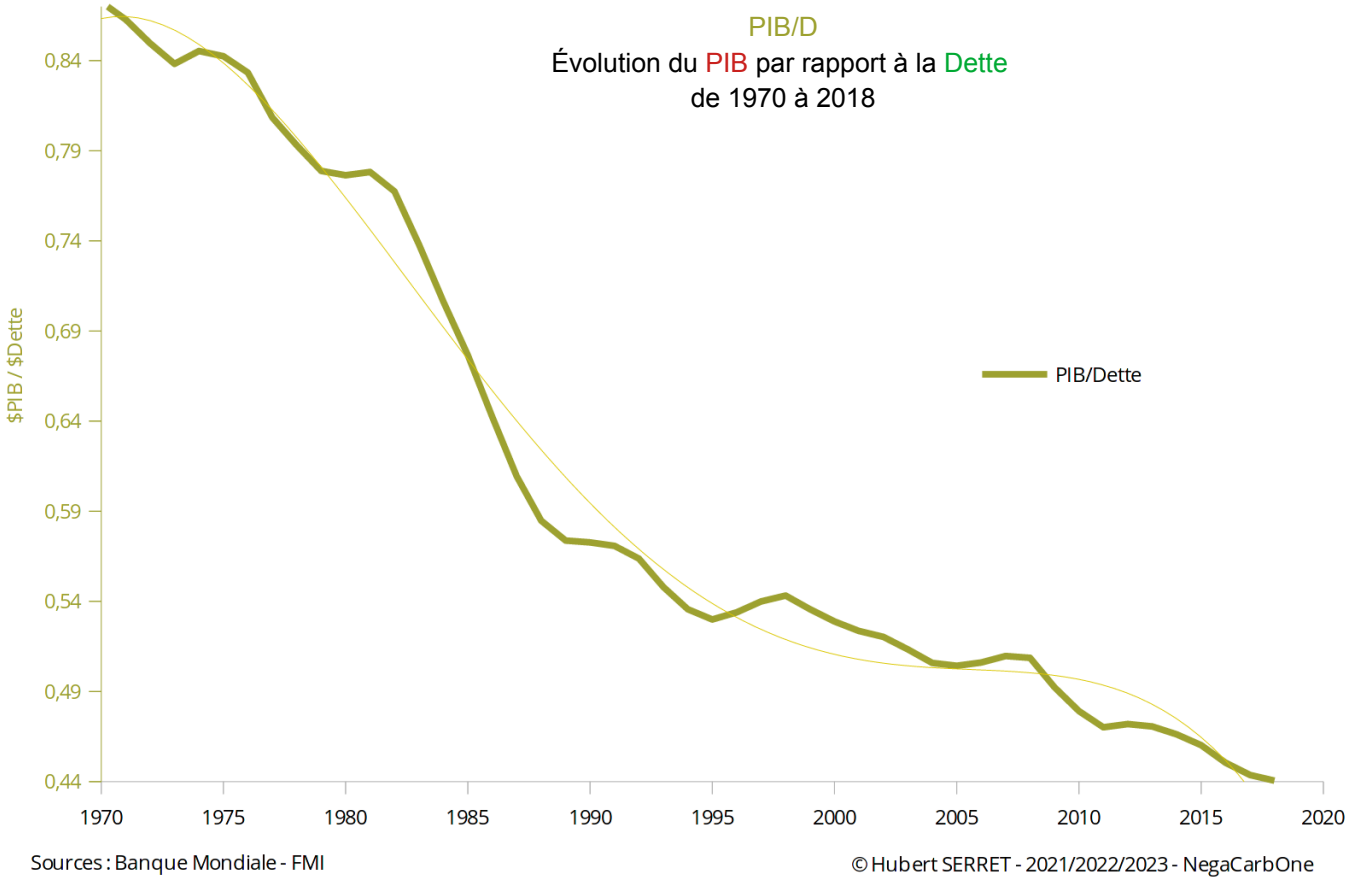
10 fois moins d'énergie pour produire 1$ de PIB en 50 ans !
meilleure efficacité énergétique ?... vraiment ?...

La décroissance exponentielle du contenu énergétique par $ de PIB arrive sur un plateau bas.

2.3. PIB/D : rendement de la Dette ou $ de PIB produit par $ de Dette contractée (moy mon)



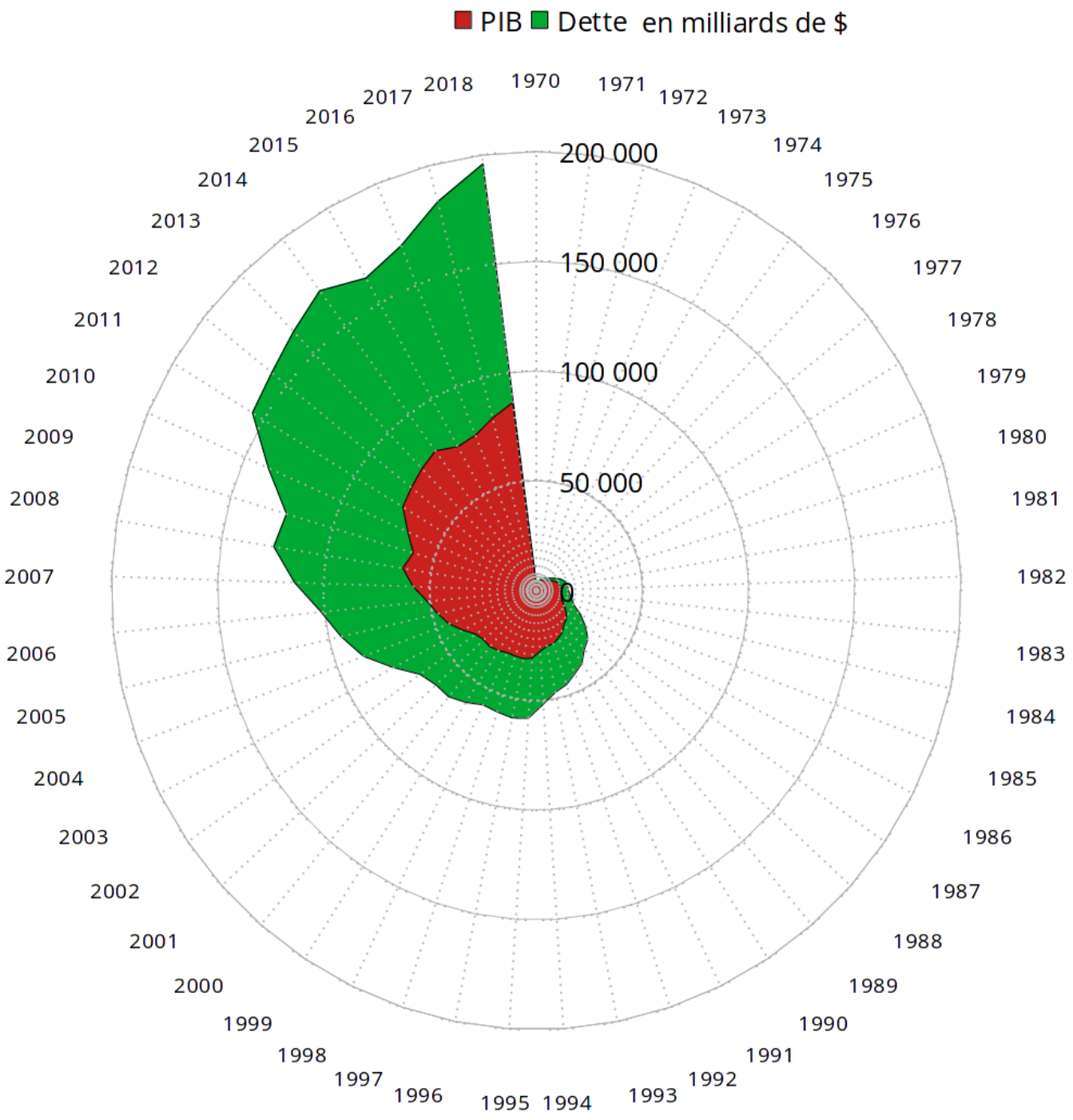
Étroite relation entre PIB et Dette supérieure à 99,5 % de coefficient de détermination (R^2)



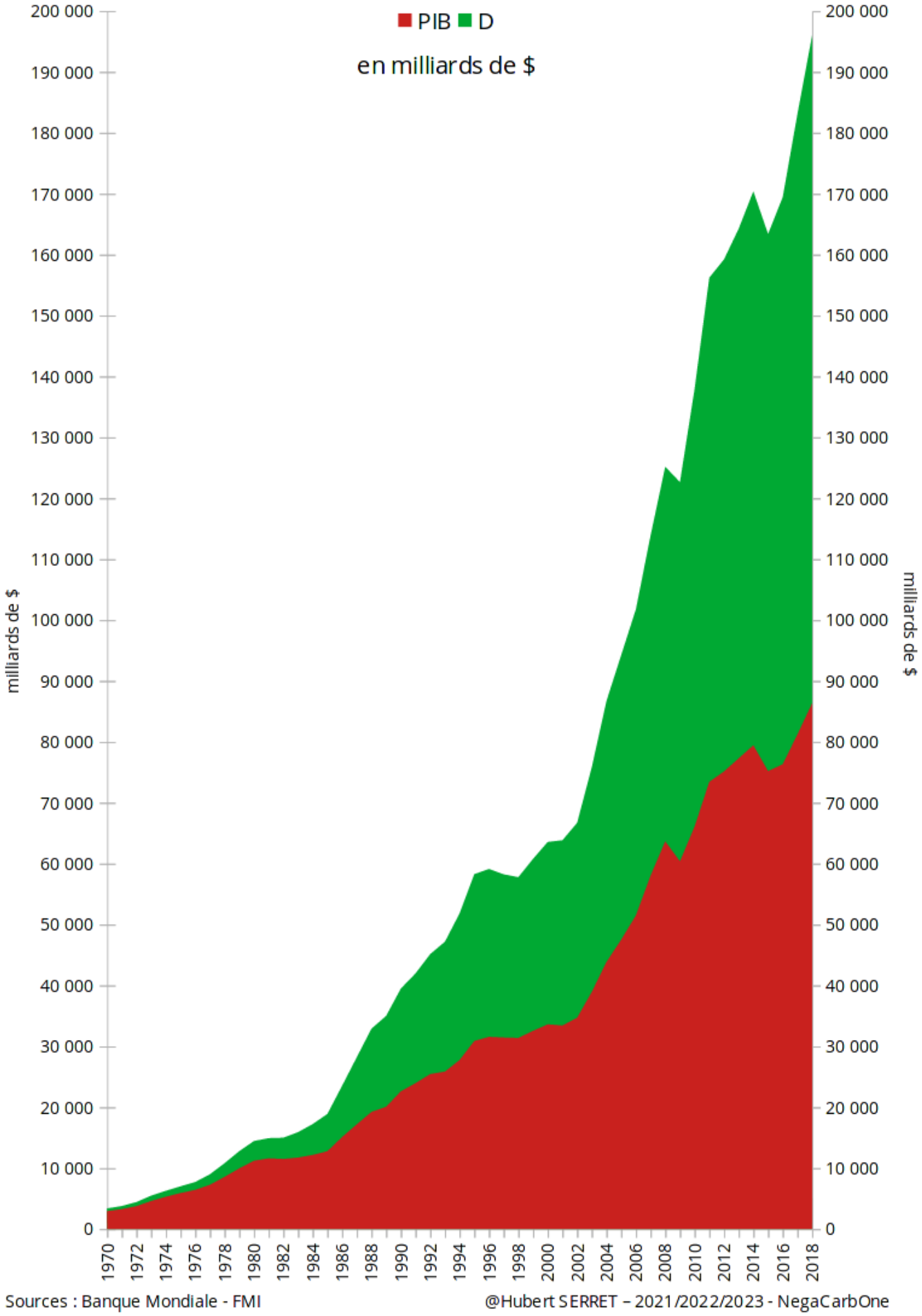
Décroissance continue du rendement de la Dette en termes de PIB en $PIB/$D.
De plus en plus de Dette pour produire de moins en moins de PIB :
1 $ de Dette produisait 0,87$ de PIB en 1970 soit 2 fois plus de PIB qu'en 2018 ou
1$ de dette ne produit plus que 0,44 $ de PIB.

La recherche constante de croissance du PIB semble accélérer plus que proportionnellement la croissance de la Dette du fait du rendement décroissant continue de la Dette en terme de PIB.

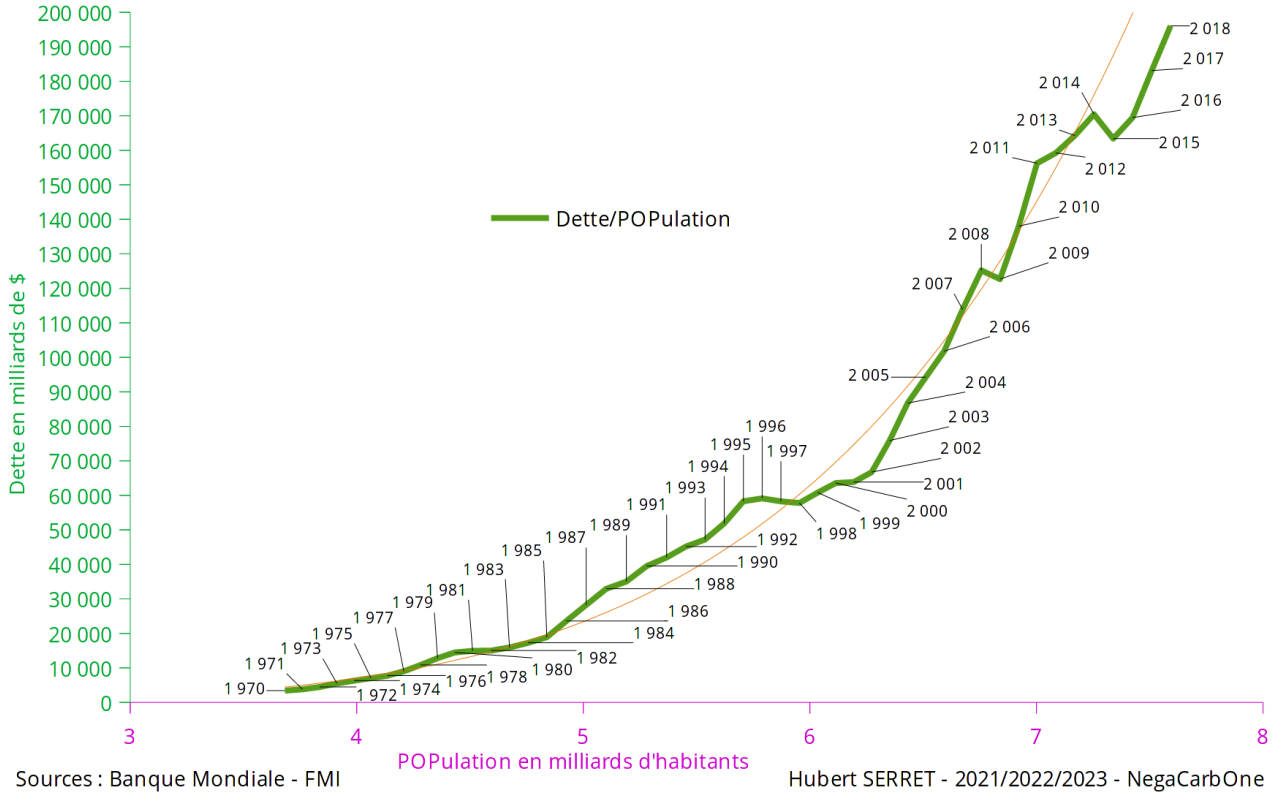
La proportion d'Energie contenue dans le PIB n'a cessé de décroître et a été progressivement remplacée, à partir de 1984, par une croissance exponentielle de la Dette par habitant.



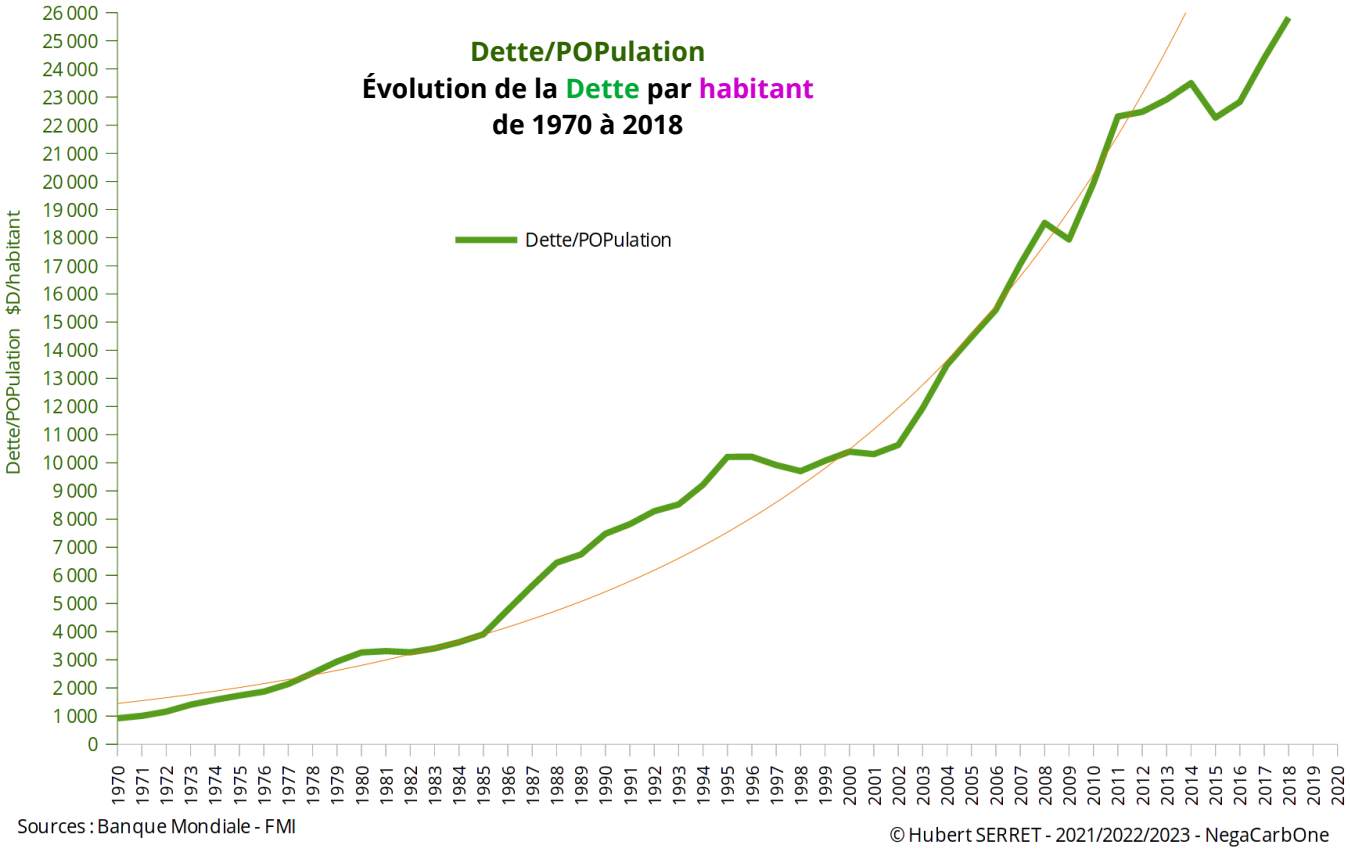
Sources : Banque Mondiale - FMI © Hubert SERRET - 2021-2022-2023 - NegaCarbOne


PIB
D
en milliards de $
milliards de $
200 000
190 000
180 000
170 000
160 000
150 000
140 000
130 000
120 000
110 000
100 000
90 000
80 000
70 000
60 000
50 000
40 000
30 000
20 000
10 000
0
1970
1972
1974
1976
1978
1980
1982
1984
1986
1988
1990
1992
1994
1996
1998
2000
2002
2004
2006
2008
2010
2012
2014
2016
2018
Sources : Banque Mondiale - FMI
@Hubert SERRET – 2021/2022/2023 - NegaCarbOne

2.4. D/POP : $ de Dette par habitant



L'explosion de la dette (puissance) par habitant. La courbe orange est la tendance de puissance.

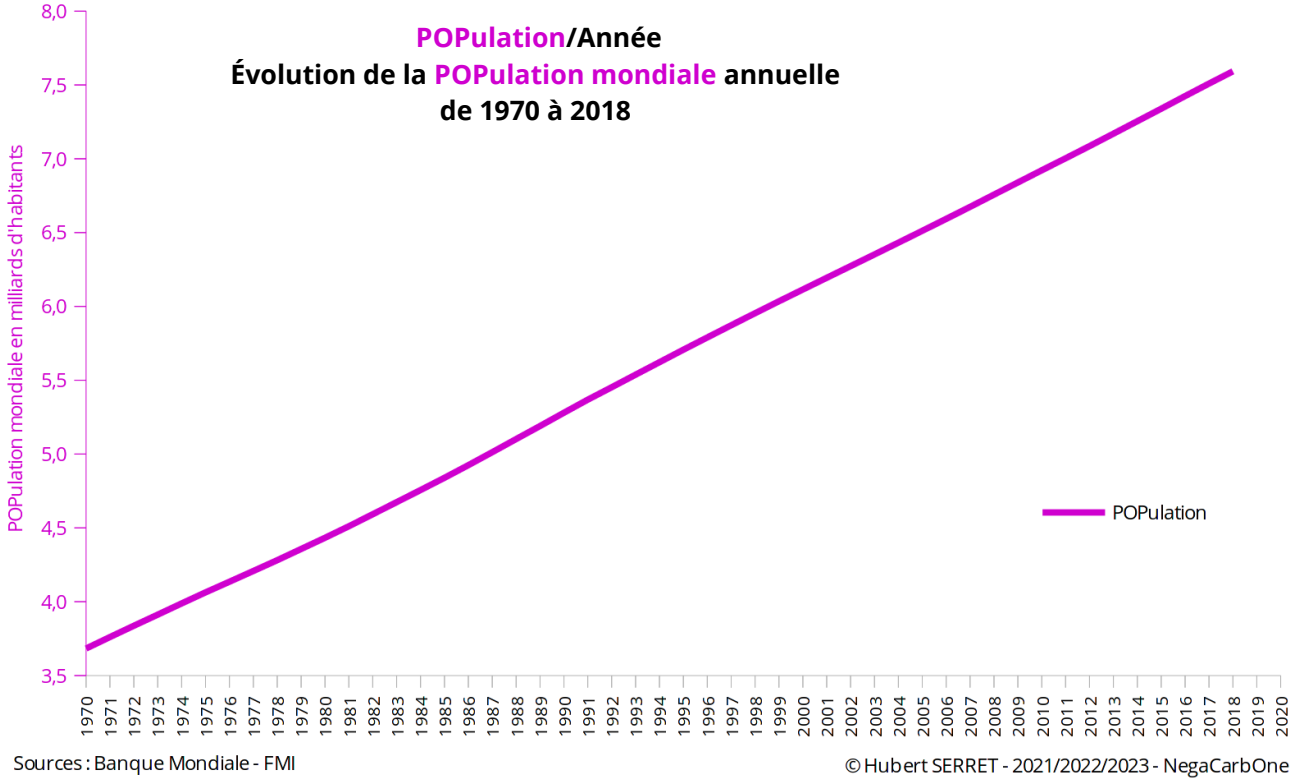


Une Dette par habitant à croissance exponentielle (tendance) dans le temps, coeff. de détermination R^2 supérieur à 95,7 %.

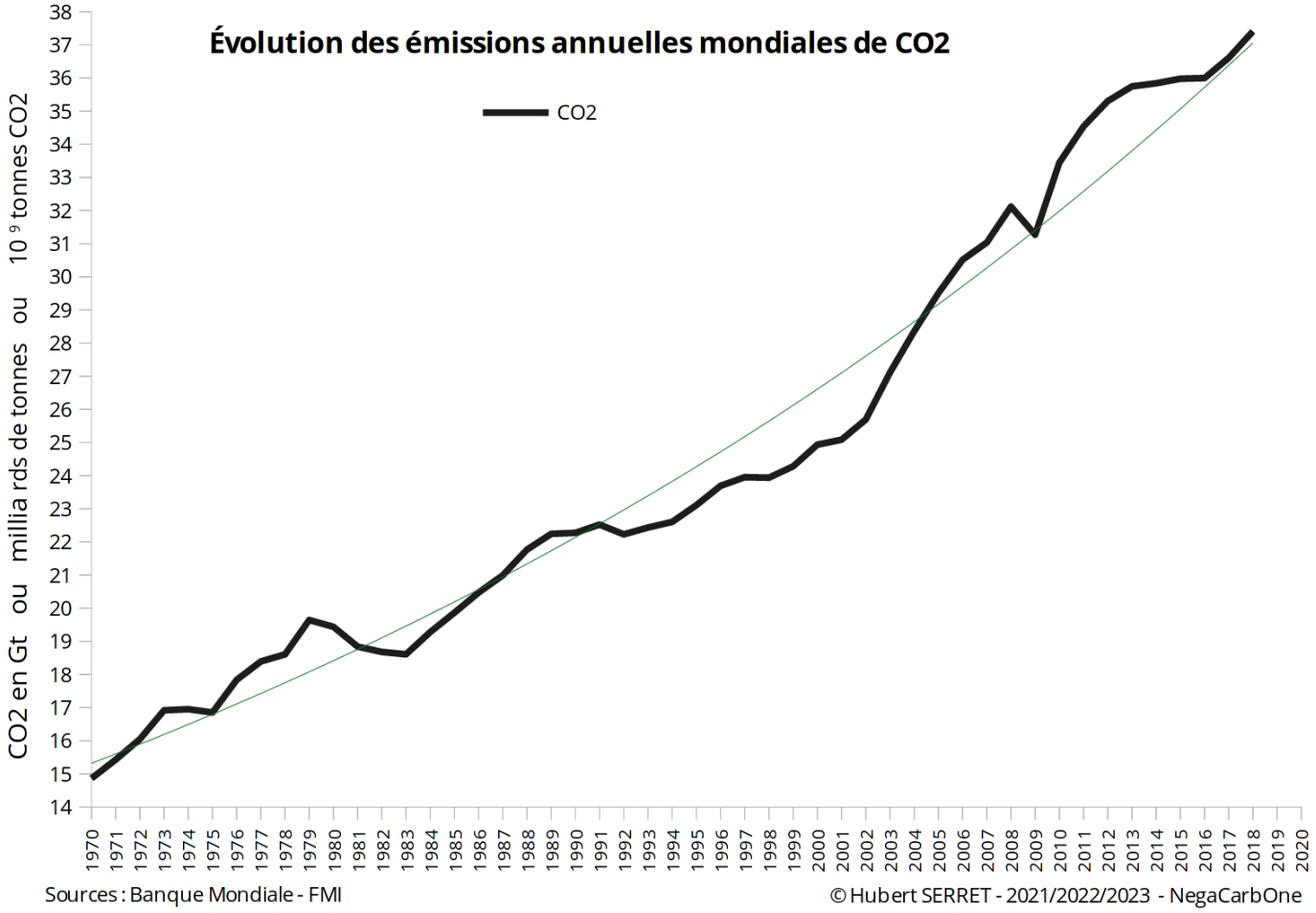
En 1970 un enfant naissait sur Terre avec une dette moyenne de 921$

En 2018 un enfant naît sur Terre avec une dette moyenne de 25 821$: **X 28** en 48 ans !

2.5. POP : croissance démographique mondiale (moy mondiale)



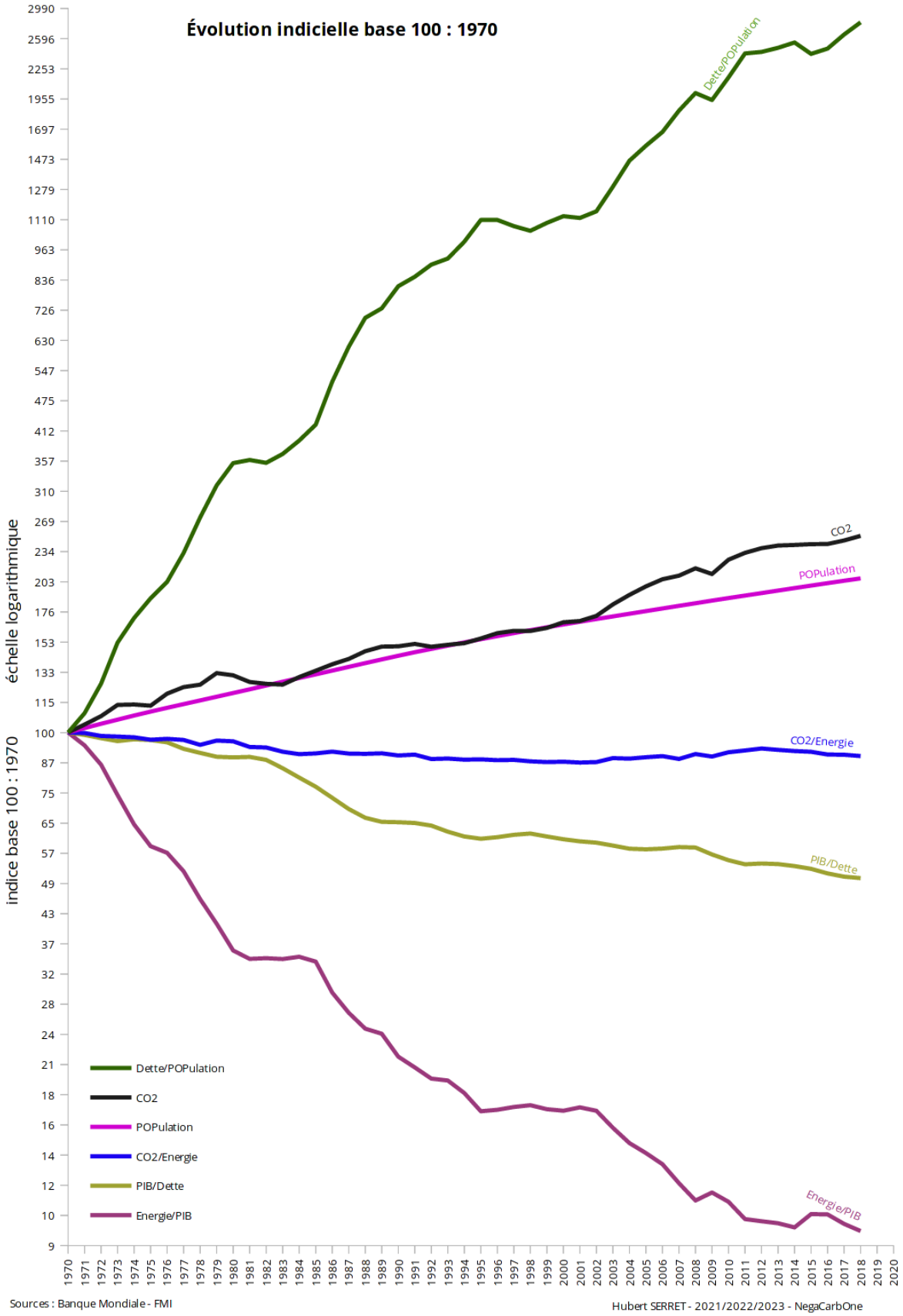
La croissance démographique est linéaire sur les 48 dernières années. R^2 supérieur à 99,97%



La croissance des émissions de CO2 est une fonction **exponentielle** dans le temps avec un coefficient R^2 supérieur à 97,5 % la courbe verte est la courbe de tendance de l'exponentielle.

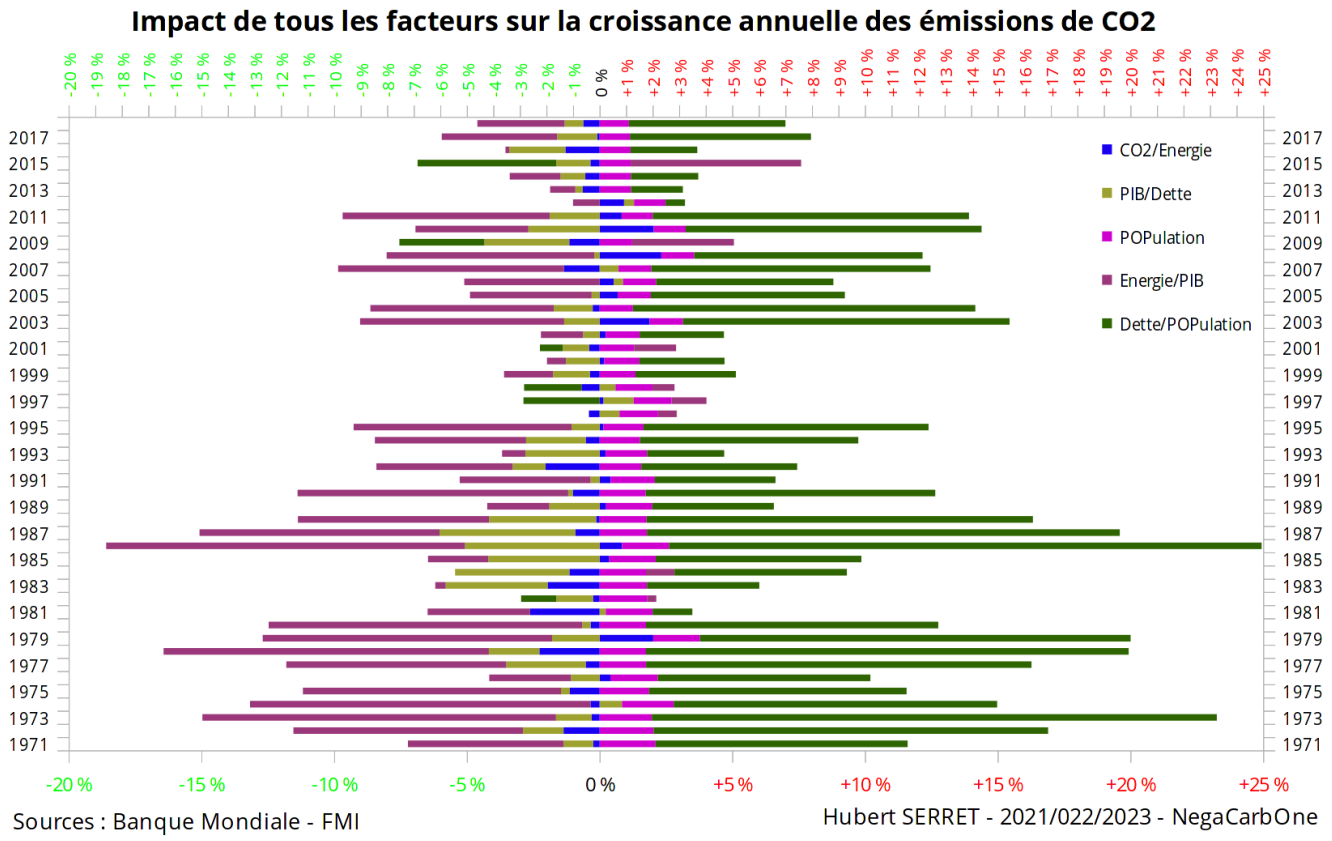
3. ANALYSE

3.1. Analyse indicielle des facteurs d'émissions de CO2

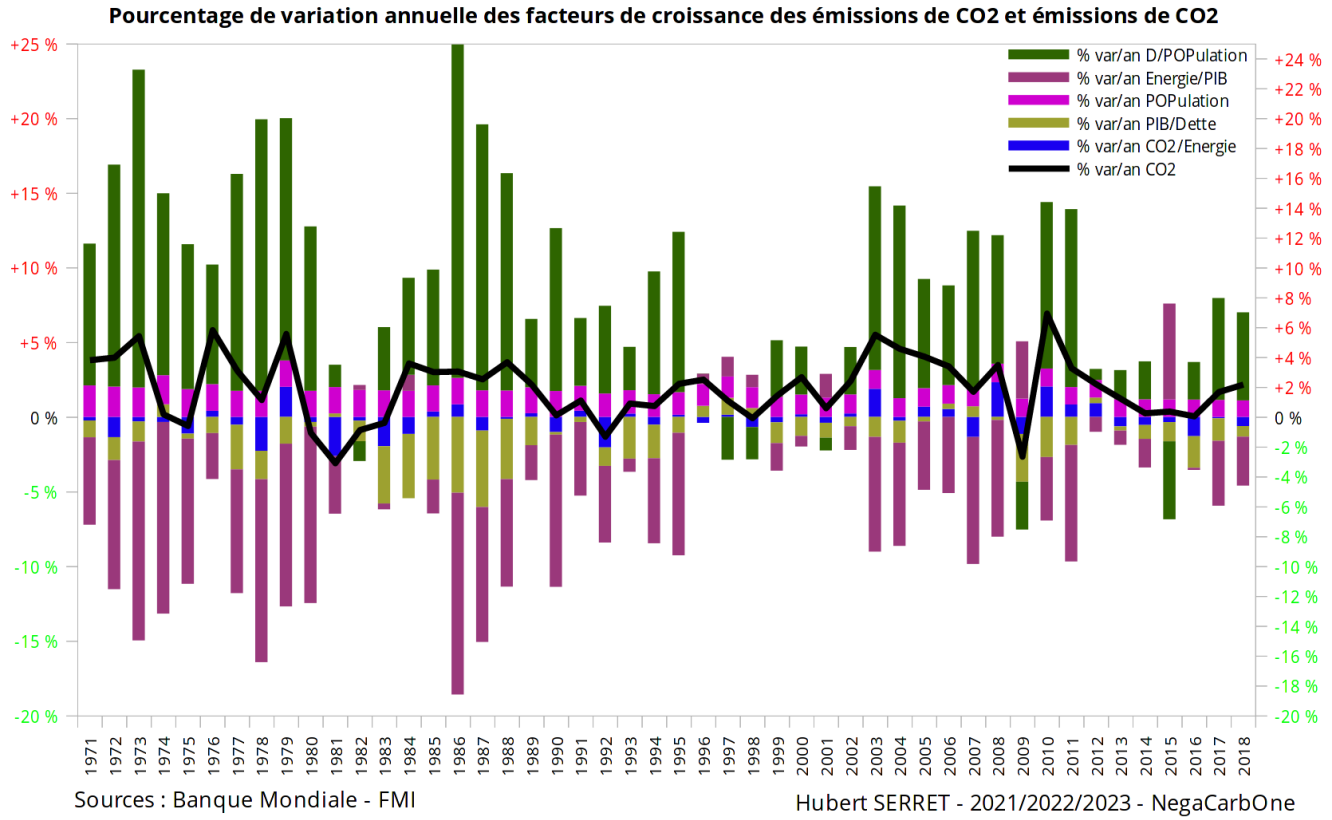


Le facteur $Dette/POPulation, dette par habitant, semble être le reflet inverse de l'Energie contenue dans chaque $ de PIB.

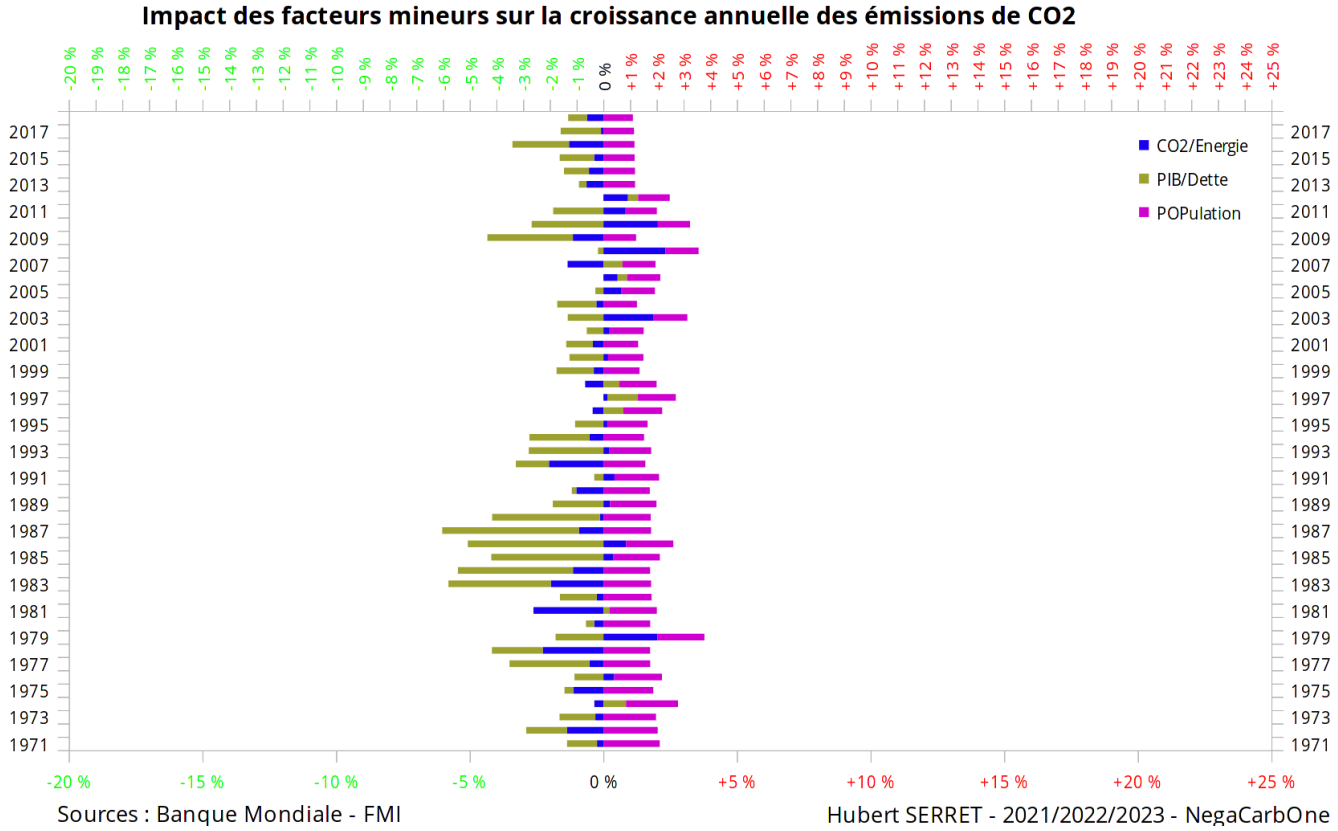
3.2. Analyse annuelle de l'impact CO2 des différents facteurs



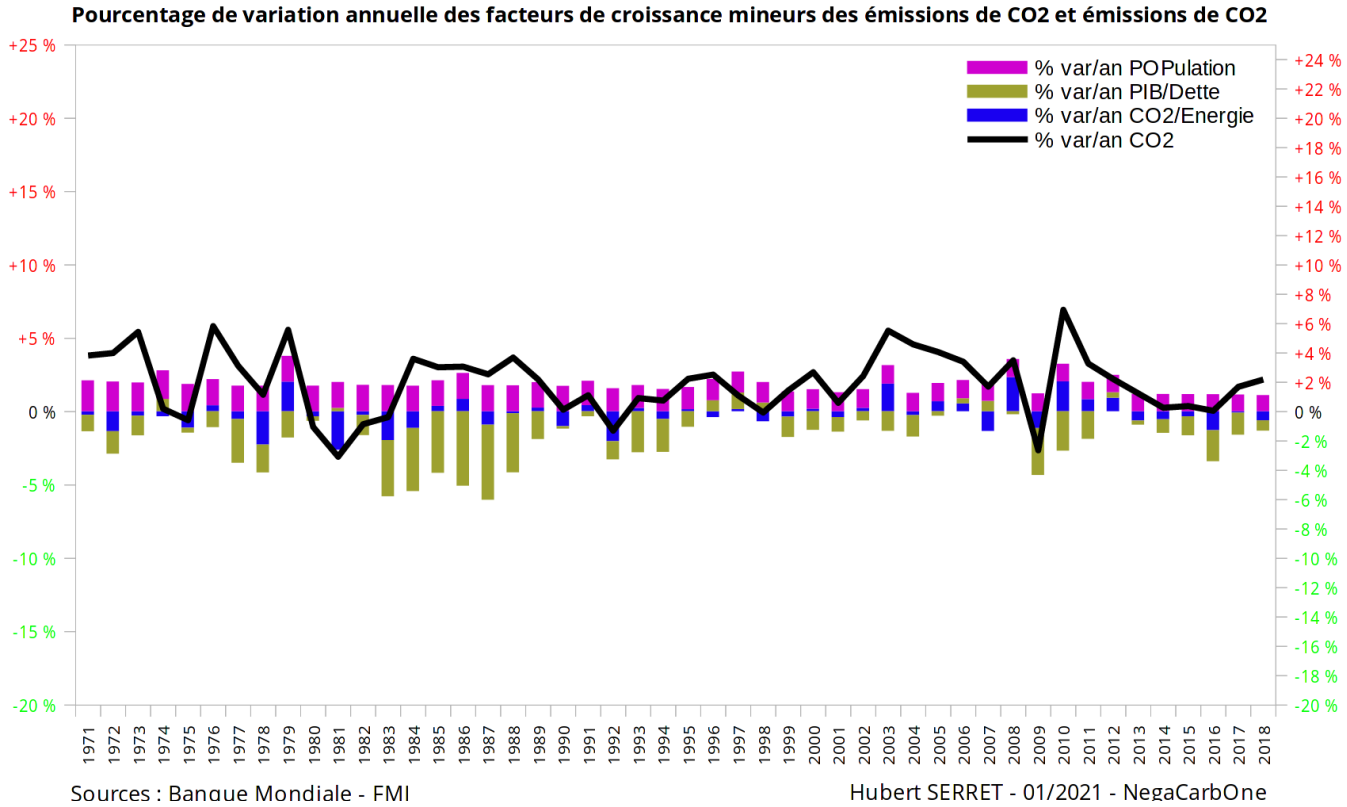
2 facteurs semblent principalement agir sur la hausse des émissions de CO2 :
- la croissance annuelle de la Dette par habitant (D/POP)
- la quantité d'énergie pour fabriquer un $ de PIB



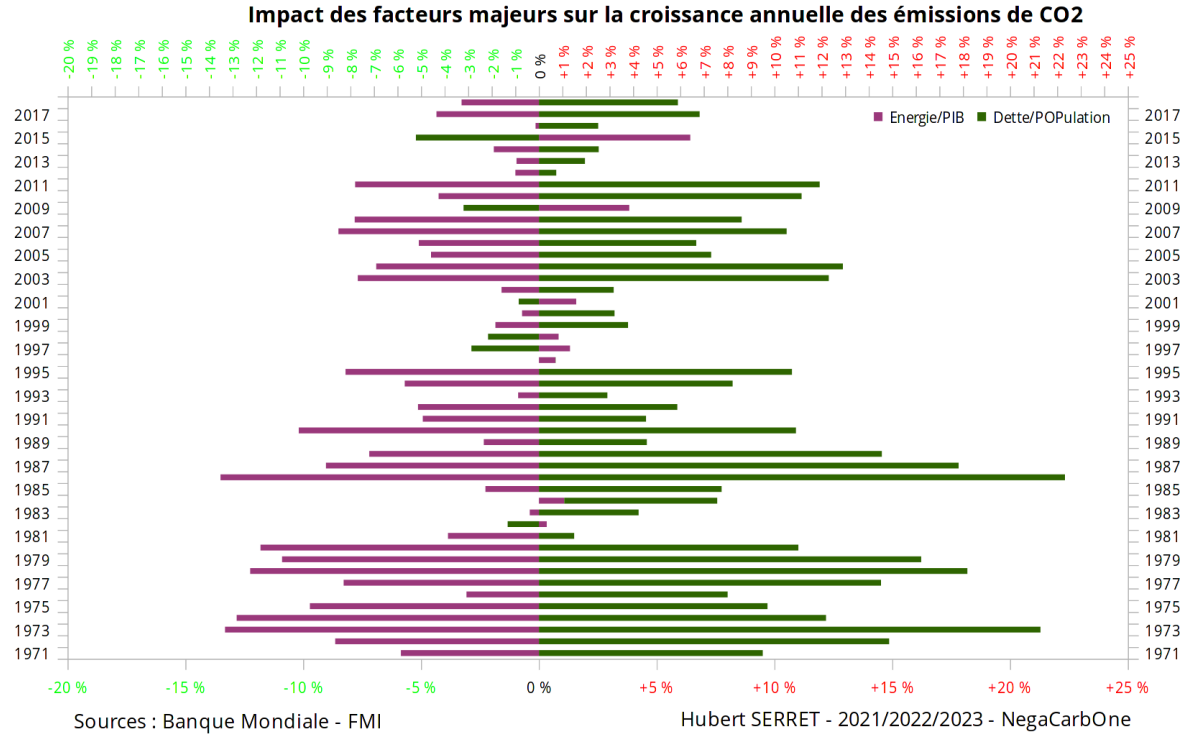
3.2.2. Analyse des facteurs mineurs de l'impact CO2 (hors Energie/PIB et Dette/POPulation)



Les impacts démographique de la POPulation, du contenu CO2 du mix Energétique et du rendement en termes de production de PIB par $ de Dette, n'expliquent que très marginalement les variations annuelles des émissions de CO2.

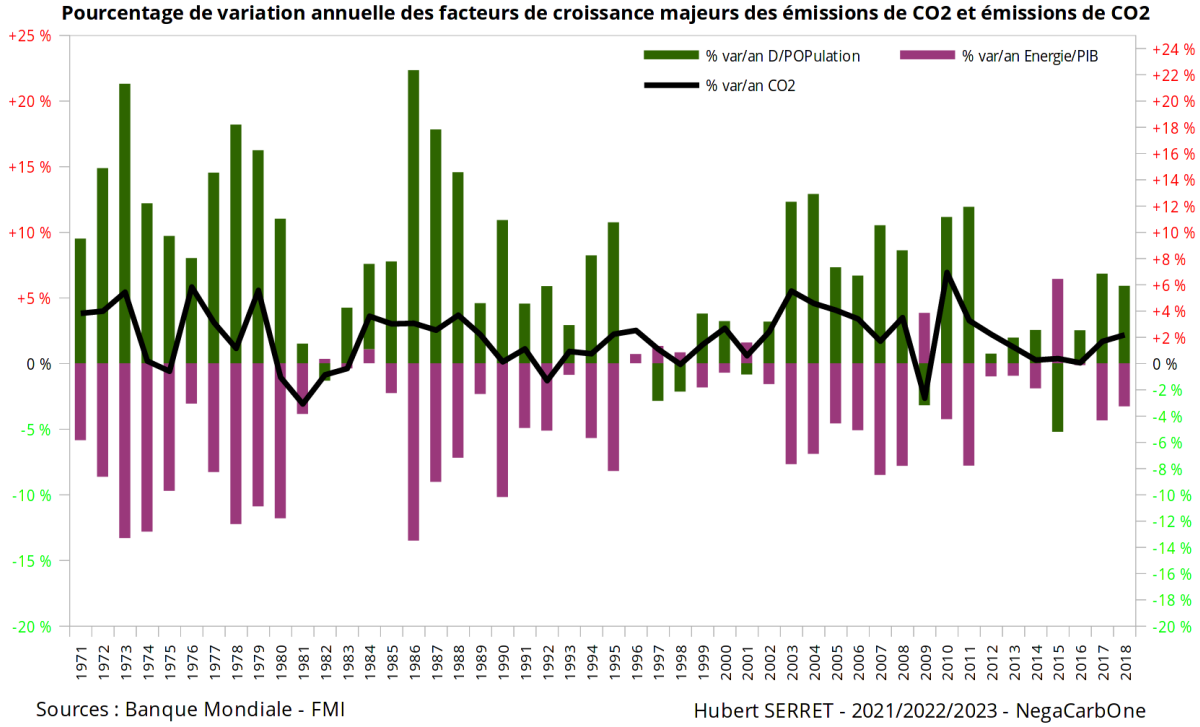


3.2.3. Analyse des facteurs majeurs d'impact sur les émissions de CO2



Il semble y avoir un effet tiroir/miroir/reflet/substitution entre la Dette en $ par habitant et l'Energie nécessaire pour faire 1$ de PIB. Lorsque l'un croit l'autre décroît et inversement, en conservant une certaine proportionnalité, mais pas une égalité.

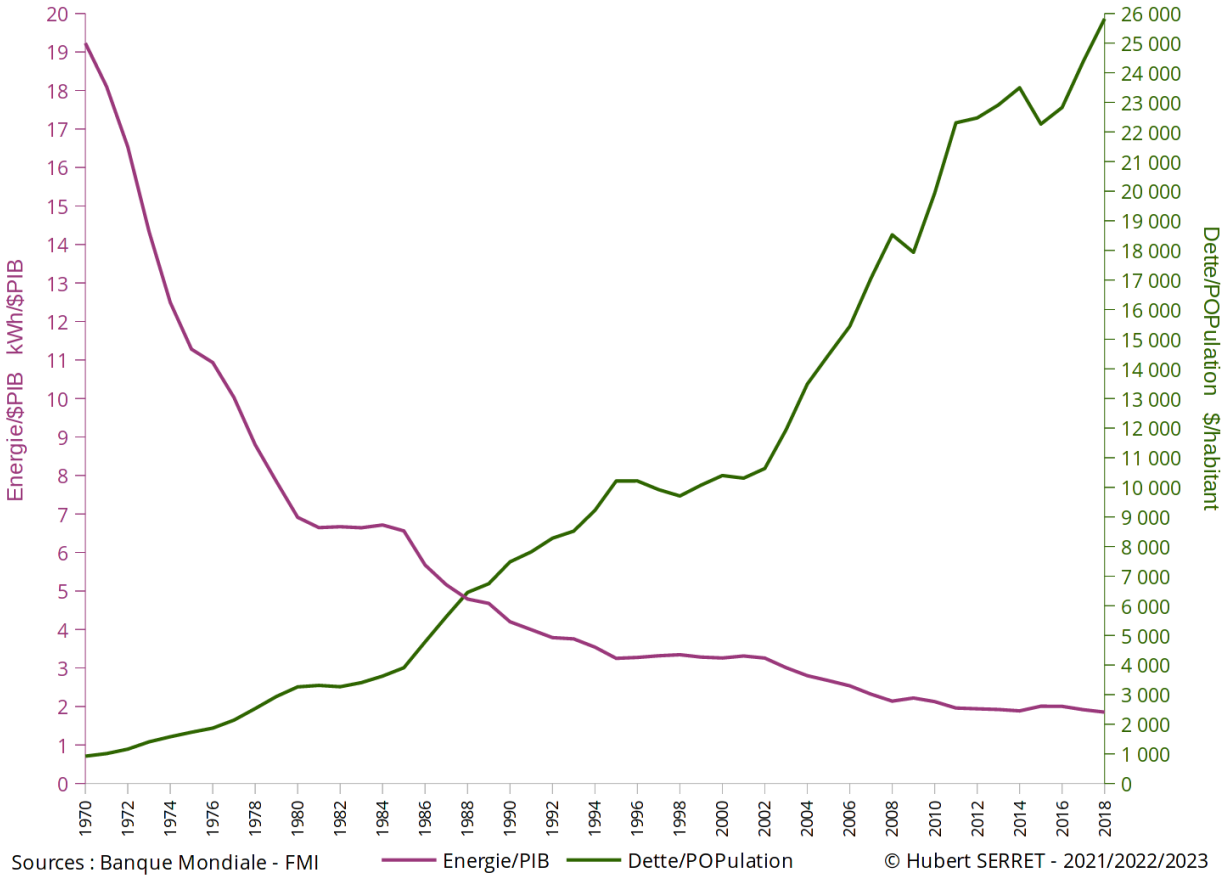
À l'exception notable de la croissance simultanée des 2 facteurs en 1984, année charnière.

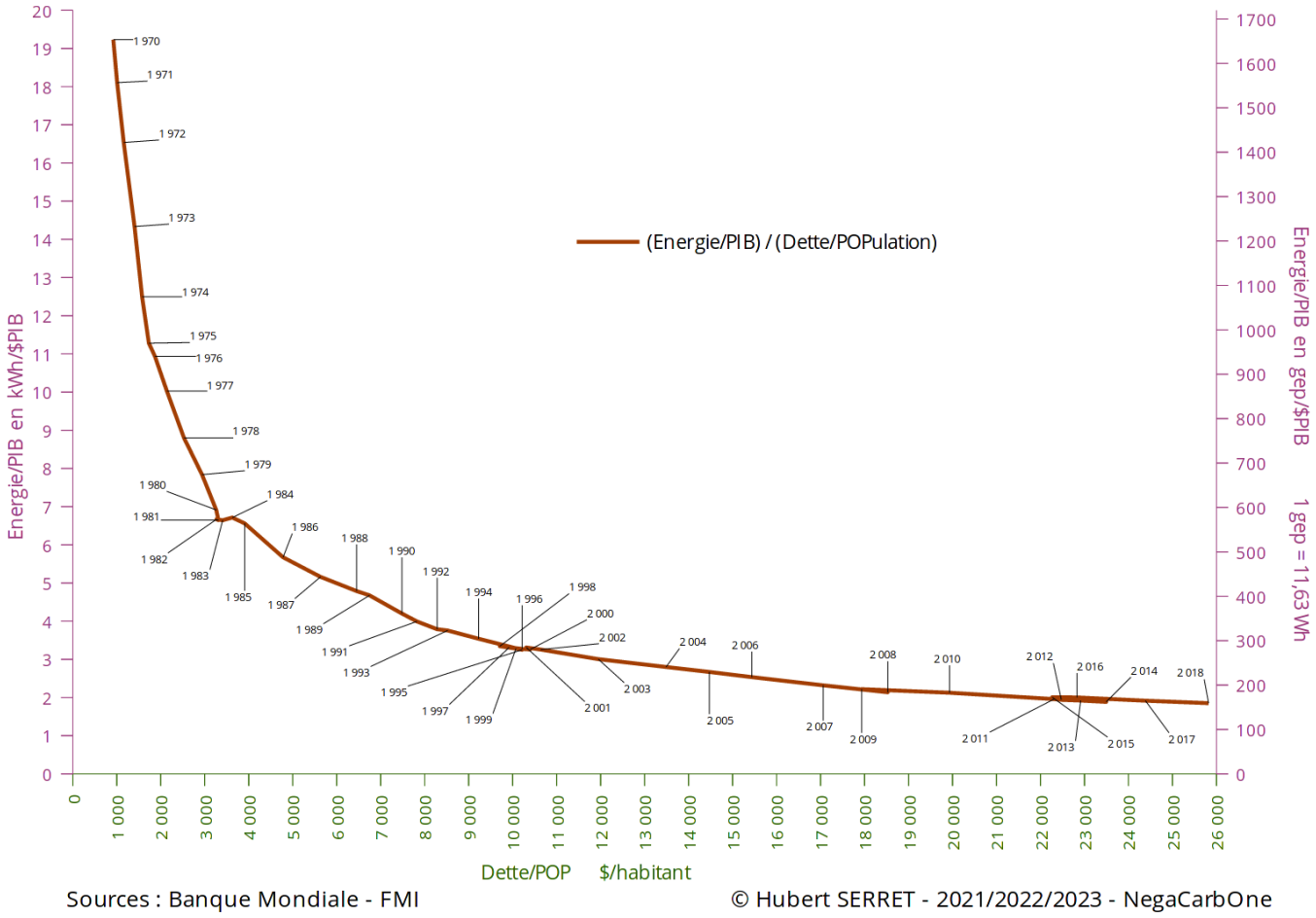


L'augmentation de la Dette/habitant fait diminuer l'Energie contenue dans 1$ de PIB, et, inversement, l'augmentation de l'énergie contenue dans 1$ de PIB fait diminuer la Dette/habitant les deux facteurs E/PIB et D/POP sont étroitement liés.

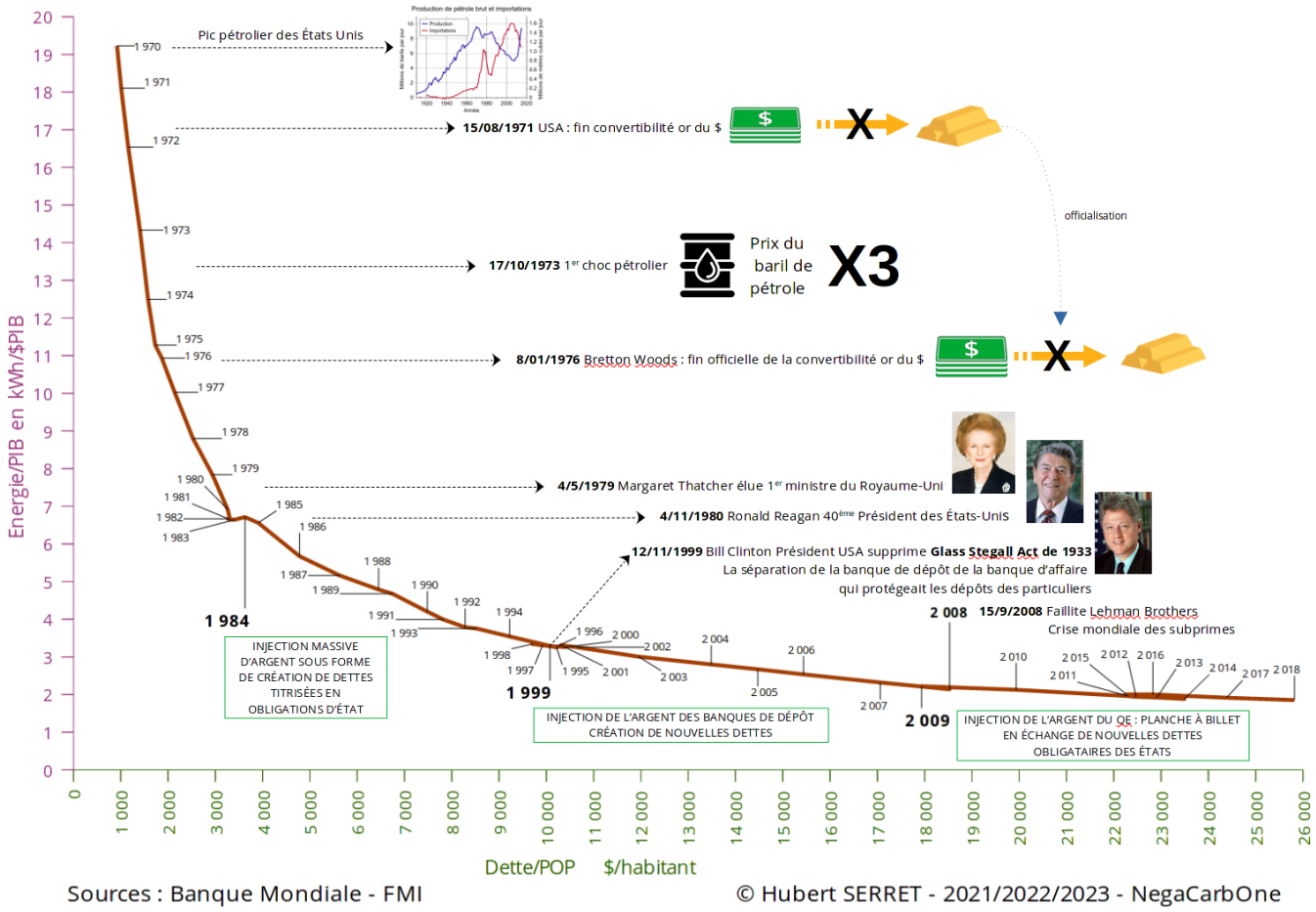
L'augmentation de la Dette/habitant serait-elle un moyen de réduire l'Energie nécessaire pour faire le PIB et donc un moyen de décarboner l'économie ?

3.3. L'effet miroir de substitution entre E/PIB et D/POP





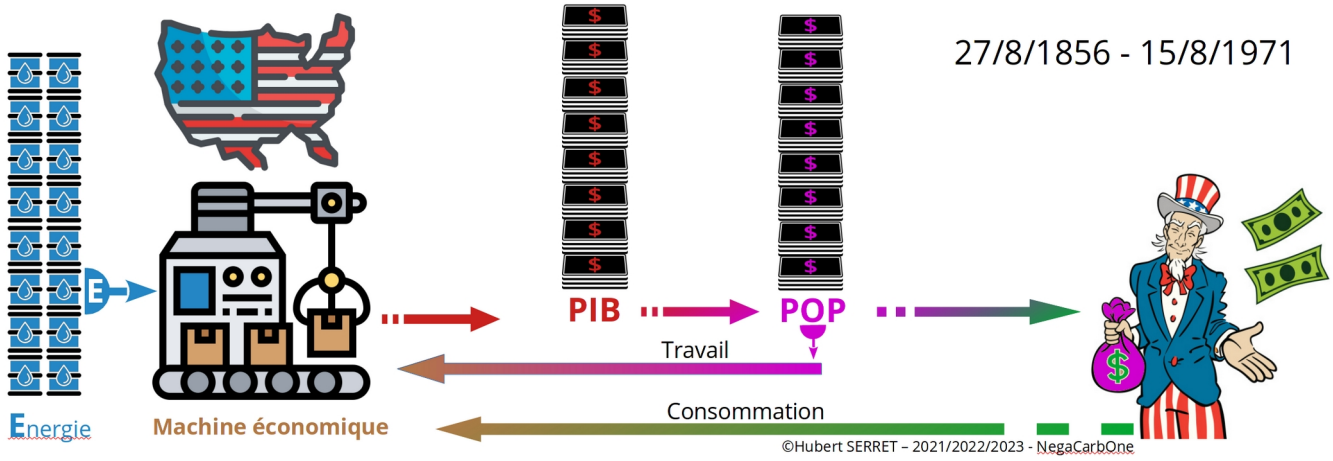
3.4. Analyse historique



3.4.1. Pétrole converti en PIB : 27/8/1856 à 15/8/1971

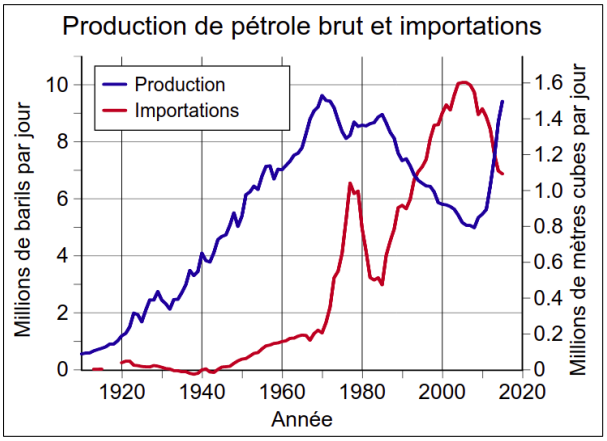
Le développement des États-Unis va se faire principalement grâce au pétrole issu du sous-sol US, facile d'accès, bon marché, abondant, avec un fort EROEI (Energy Return on Energy Invest = quantité d'énergie produite/quantité d'énergie utilisée pour cette production).
Ce pétrole bon marché, à fort EROEI, sera le moteur de la très forte croissance du PIB US jusqu'en 1970, date du pic pétrolier conventionnel aux États Unis (pétrole de sables et de schistes bitumineux non conventionnels inconnus à cette époque).

Il est important de bien comprendre que ce sont les États Unis qui décident des choix économiques mondiaux, les autres pays riches et pauvres ne font que suivre en reproduisant les orientations des USA, forcés.

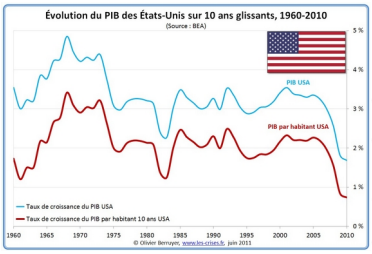


3.4.2. Pic pétrolier US : 1971

Les USA sont confrontés au pic de production de leur pétrole conventionnel et une diminution de leur EROEI (Q Energie produite/Q Energie dépensée pour produire cette énergie).



Pour maintenir leur niveau de vie dépendant de la croissance du PIB lui même dépendant surtout du pétrole abondant (EROEI), pas cher, produit sur place, les États Unis vont devoir importer de plus en plus de pétrole provenant de plus loin et plus cher.



Les États Unis ont compris que ce surcout du pétrole va amputer le PIB US mécaniquement d'autant, la baisse de la croissance du PIB US entrainant une baisse mécanique de la consommation, une période de récession et le mécontentement des Américains.

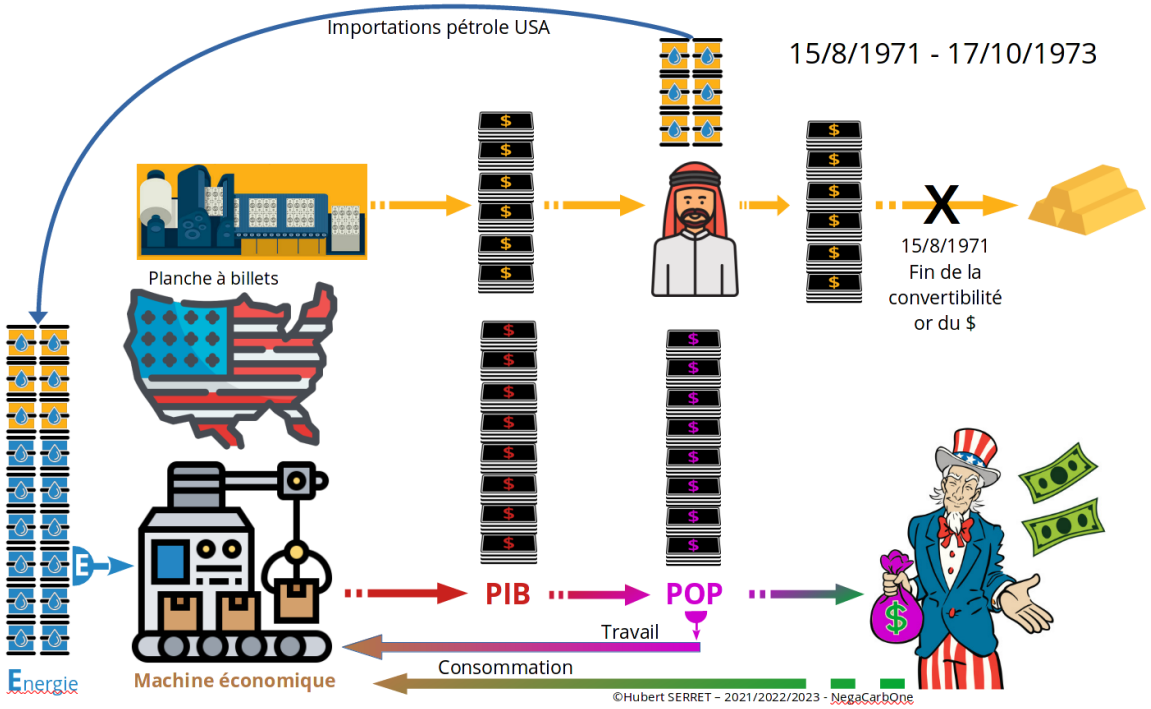
Ce PIB amputé se retrouvant dans les pays exportateurs de pétrole et ne ruisselant plus sur les Américains.

Les États-Unis ont alors l'idée d'imprimer leur monnaie en quantité suffisante pour acheter et importer du pétrole.

Problème : la convertibilité du dollar en or, instaurée après la seconde guerre mondiale, limite la quantité possible d'impression de monnaie et fait peser un risque à la réserve d'or US du fait de la convertibilité du dollar en or. Les États-Unis ne veulent pas voir partir leur or, métal précieux et rare, contre leur papier monnaie qu'ils impriment à bon compte, abondamment, pour pas cher.

3.4.3. Fin convertibilité or du $ US : 15/8/1971

Levant ainsi la barrière à l'impression de monnaie (QE) pour acheter du pétrole à l'étranger à bas coût, en imprimant du dollar, pour soutenir leur consommation et leur croissance du PIB.



3.4.4. Crise pétrolière prix X3 : 17/10/1973

Les pays producteurs de pétrole (OPEP), se sentant floués, le dollar qu'on leur donne n'étant plus convertible en or, ce n'est plus que du papier, décident d'augmenter fortement le prix du pétrole en le multipliant par trois, entraînant la première crise pétrolière.

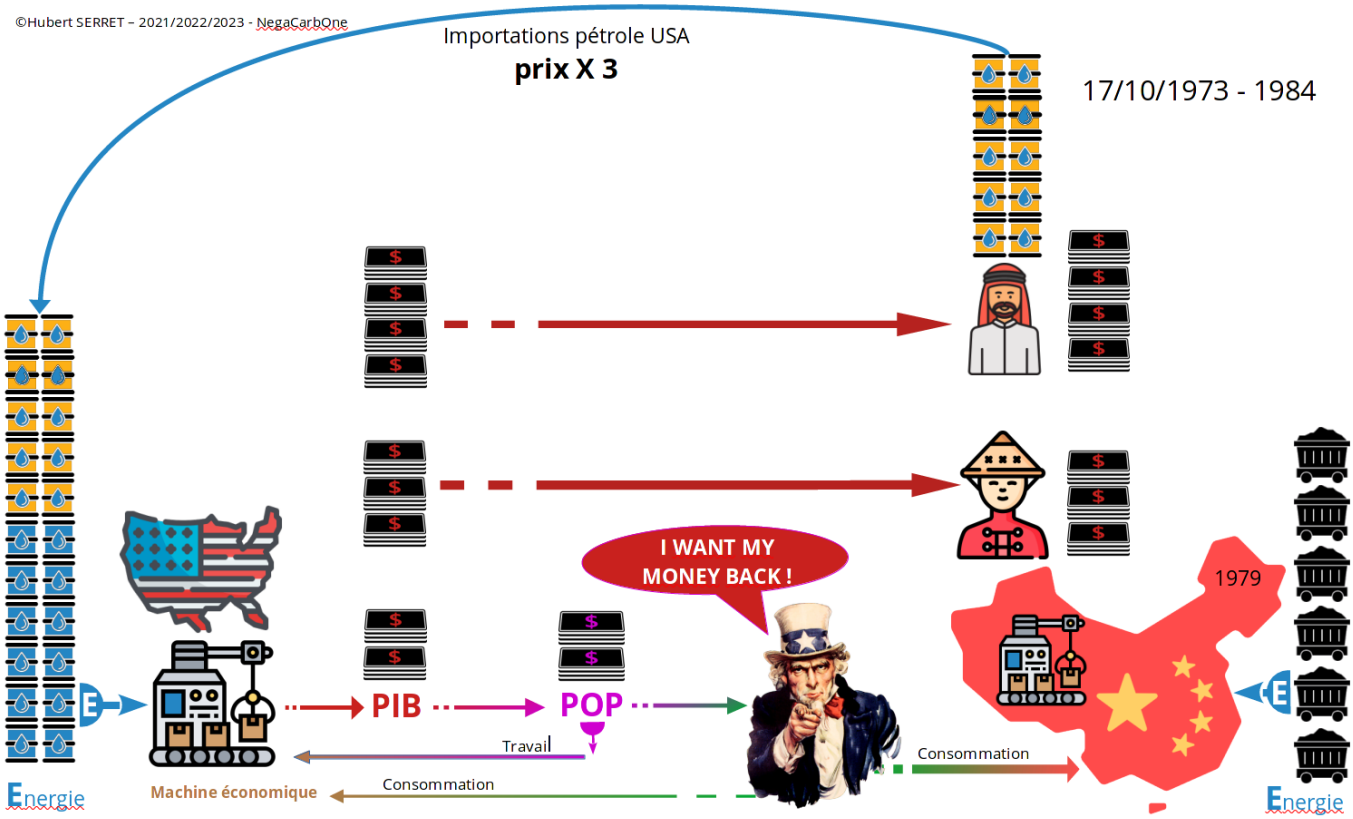
La part du PIB soustraite aux pays riches, du fait du prix du pétrole qui a triplé, se trouve alors transférée dans les pays producteurs de pétrole de l'OPEP.

8/1/1976 Breton Woods : les USA officialisent la fin de la convertibilité du dollar en or.

4/5/1979 : Margaret Thatcher est élue 1er Ministre du Royaume Uni

4/11/1980 : Ronald Reagan devient le 40ème Président des États Unis

1971 à 1983 : années de récessions ou de faibles croissances du PIB (par rapport à avant 1970) du fait des importations de pétrole mais aussi de l'apparition d'une nouvelle usine du monde en 1979, la Chine, qui va progressivement détruire la machine de production occidentale par des prix très bas, sur lesquels l'homo-economicus va effectuer ses choix en maximisant son pouvoir d'achat, contraint par sa réduction, du fait du chômage grandissant et de la baisse du PIB redistribué. La baisse du pouvoir d'achat continue, alimentant la recherche de produits à bas coûts, c'est-à-dire de produits importés de Chine, détruisant toujours plus la machine de production industrielle occidentale : un cercle vicieux de récession infinie qui se nourrit lui-même.



"I WANT MY MONEY BACK ! " Margareth Thatcher Dublin, vendredi 30/11/1979 à propos de l'UE

C'est sûrement le meilleur résumé/illustration possible pour expliquer la stratégie de la nouvelle industrie financière (titrisation massive et casino boursier mondial) qui va ensuite être mise en place pour faire revenir l'argent aux États Unis, en Angleterre, dans l'UE, notamment et entre autres.

3.4.5. Création de l'industrie financière : 1984 la monnaie-dette

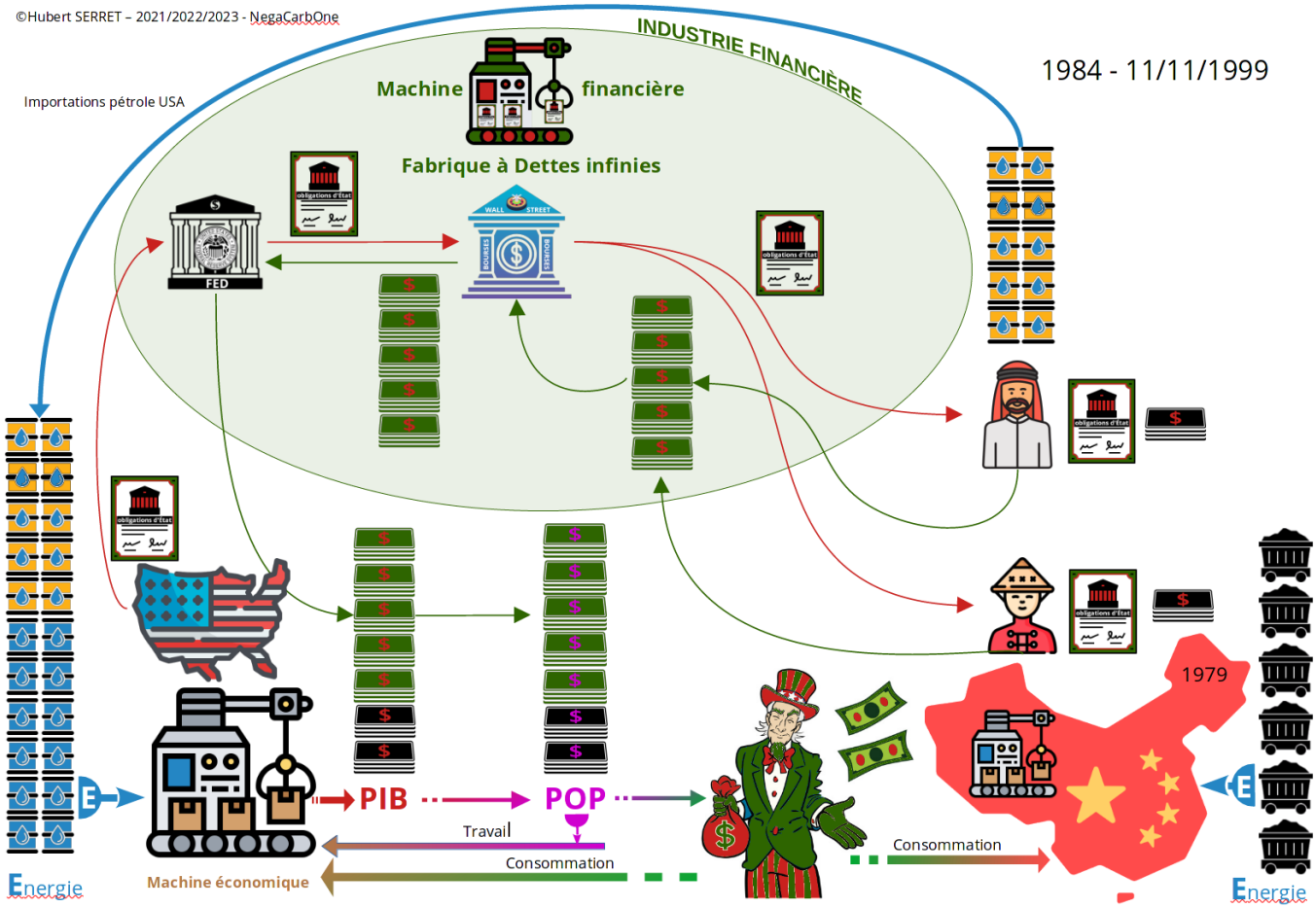
Thatcher et Reagan conviennent d'un tournant "néolibéral" dont l'outil est le développement d'une nouvelle machine, une industrie financière puissante, chargée de s'occuper du "*money back*" rendant dépendante l'économie réelle de la création de dettes, nouveau carburant injecté dans la machine économique pour faire croître artificiellement son PIB.

Création de dettes d'États très importantes au travers l'émissions d'obligations d'état et le développement artificiel de nouveaux "outils financiers" complexes qui vont progressivement se substituer à l'énergie dans la création de PIB : le PIB devient de la Dette.

Titrisation par lesquels un État s'engage en garantissant le remboursement d'une dette avec un taux d'intérêt assez intéressant pour motiver ceux qui détiennent la part du PIB manquante en ca$h, afin qu'ils aient envie d'acheter ces titres, avec une potentielle sortie de valeur plus intéressante et plus rapide sur le marché boursier où ces titres peuvent s'échanger et se revendre : c'est l'économie du grand casino boursier spéculatif mondial.

Toute la force de cette nouvelle machine financière réside dans la transformation d'une dette, un passif, en un nouveau "produit financier", un actif, négociable sur le marché financier boursier mondial, en s'appuyant sur le moteur humain de l'infinie cupidité du taux d'intérêt garanti, associé à terme, et l'excitation procurée par le jeu consistant à revendre cet "actif" sur le grand casino boursier mondial, avec l'espoir d'une plus-value avant l'échéance.

Multiplication de l'industrie de la titrisation, une nouvelle forme de création de monnaie-dette, sans les risques d'inflation et de dévaluation liées à l'impression de monnaie, mais avec le risque systémique de création de bulles financières spéculatives.



Objectif politique : grâce à la création de dettes, injectées massivement dans l'économie**,** faire croitre la consommation et, par conséquent le PIB, satisfaire les électeurs et être réélu.

L'injection massive de ca$h, provenant de l'endettement massif, va doper la consommation, relancer la machine économique, produire du PIB, émettre beaucoup de CO2 du fait des énergies fossiles utilisées pour répondre à cette croissance de la consommation et créer ce PIB.

Mais cela ne fait pas partie des préoccupations des politiques puisque leur priorité c'est à la fois d'être réélu à court terme, par la consommation et le PIB croissant, tout en garantissant le refinancement perpétuel de la dette auprès des créanciers en ayant la plus forte croissance du PIB exigée en garantie des meilleures conditions de refinancement de la dette, en compétition avec les autres États du monde pour ce refinancement perpétuel de la dette.

Création d'un cercle "vertueux" apparent de "*croissance du PIB*", en grande partie virtuel et fictif, un leurre puisque l'on ne tient jamais compte de la dette injectée ni de la destruction du climat et de la biodiversité provoqué par les émissions de GES des énergies fossiles utilisées pour obtenir cette fameuse "*croissance du PIB*".

À chaque échéance de remboursement de la dette, celle-ci est indéfiniment remplacée par une nouvelle dette toujours supérieure à la précédente, sauf en périodes de crise.

Avantage considérable pour les États-Unis, leur monnaie est la monnaie d'échange internationale, leur permettant de faire supporter le poids de leur endettement aux autres.

Ce faisant, cet endettement qui explose, bloque l'économie mondiale sur le modèle économique d'avant 1970, anciennes conditions reconduites depuis 1984 lors de chaque nouvelle dette pour rembourser la précédente, conditions uniquement financières de cette époque exigées par les créanciers, sans aucune contrainte climatique ni de biodiversité.

Les États, sous dépendance de refinancement perpétuel de leurs dettes pour éviter le chaos et l'effondrement immédiat, ne sont pas en mesure d'exiger quoi que ce soit des financiers qui dictent leurs conditions, strictement et exclusivement financières, selon le vieil adage que l'on doit à Napoléon Bonaparte : "*La main qui donne est toujours au-dessus la main qui reçoit*".

Années après années, ces conditions sont reconduites, à chaque échéance, avec la nouvelle dette et comme seule part variable, le taux d'intérêt en fonction de la note délivrée par les agences de notation, suivant la croissance du PIB réalisée par rapport à celle prévue et par rapport aux engagements futurs de croissance du PIB, de réductions des déficits et le classement final respectif de chaque État dans cette compétition entre États pour la plus forte croissance du PIB.

Pour l'État, les "déficits" proviennent toujours des dépenses des services publics, oubliant très (trop ?...) rapidement la très forte baisse des recettes fiscales en provenances des multinationales, détenues par leurs créanciers, du fait des mécanismes d'optimisation fiscale mis en place par l'industrie financière dans les paradis fiscaux, mécanismes imposés par l'industrie financière aux États sous la menace d'effondrement financier systémique en cas de non refinancement de la dette perpétuelle et de défaut souverain de remboursement.

L'industrie financière est, par ailleurs, le plus gros actionnaire des multinationales, percevant les dividendes défiscalisés dans les paradis fiscaux, pompés dans les États qui s'appauvrissent, n'ayant plus comme levier d'action pour réduire les déficits, que la réduction des dépenses pour compenser la perte des recettes, détruisant ainsi les services publics non producteurs de PIB à court terme (hôpitaux, santé, écoles, justice, etc.).

À partir de 1984, la consommation par l'endettement va progressivement devenir le principal moteur de la croissance du PIB, l'énergie n'est plus qu'une conséquence de la production due à la consommation dopée par la dette, bloquant ainsi le modèle économique sur une période révolue (trente glorieuses) mais contrainte, détruisant le climat et la biodiversité.

L'état n'a plus que deux leviers d'action :

- vendre les bijoux de famille aux multinationales (autoroutes, française des jeux etc...) et perdre les recettes fiscales correspondantes en creusant toujours plus ces déficits ce qui nécessitera de nouvelles dettes en créant un cercle vicieux d'accroissement de la dette porteuse d'intérêts qui provoqueront eux-mêmes une hausse supplémentaire des charges de la dette et son augmentation perpétuelle

- utiliser les déficits provoqués par la baisse des recettes fiscales provenant des mécanismes d'optimisation fiscale dans les paradis fiscaux utilisés par les multinationales, pour supprimer progressivement tout ce qui ne produit pas ou freine la croissance du PIB en taillant dans les dépenses de l'état et l'intérêt général relégué au second plan par les chaines de l'endettement perpétuel conditionnant l'existence des États sous perfusion de l'argent de la dette pour éviter le chaos et l'effondrement immédiat que provoquerait le défaut souverain de remboursement de la dette à chaque échéance

Dette macro-économique d'État, au départ, qui va se généraliser dans toute la micro-économie, entreprises et ménages, verrouillant définitivement le modèle économique sur la période des "30 glorieuses" (1944-1974).

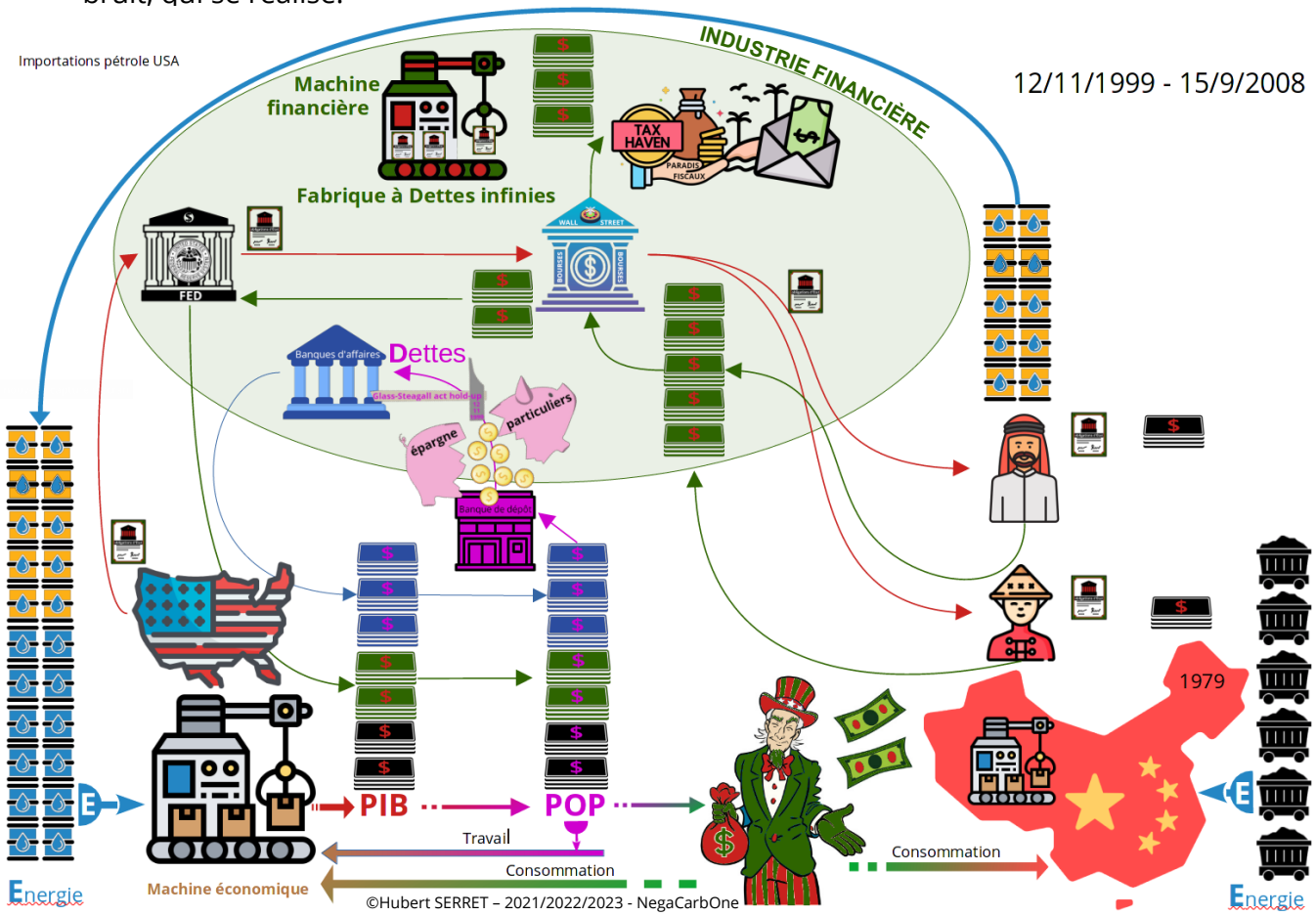
Un transfert de la dette d'état vers la dette des particuliers et des entreprises qui s'engagent en échange à travailler toujours plus pour produire toujours plus afin de rembourser toujours plus de dettes et les intérêts associés dans les paradis fiscaux, ceci provoquant une forte hausse continue de la consommation d'énergies fossiles, une croissance du PIB et une croissance forcée des émissions de GES (Gaz à Effet de Serre).

Les dettes vont alors progressivement se substituer à l'énergie comme moteur de croissance du PIB, en maintenant artificiellement un niveau de consommation élevé qui pousse à la consommation d'énergies fossiles à 85% et produit donc des émissions de GES accélérant le réchauffement climatique et détruisant la biodiversité.

La transformation de la dette en PIB, chaque année, va permettre à l'industrie financière de multiplier par 10 le PIB ainsi créé, grâce à la création monétaire aux mains de l'industrie financière, au travers la multiplication de dettes et d'outils financiers de plus en plus sophistiqués des banques et autres sociétés d'investissements.

3.4.6. Le coup d'état financier 12/11/1999

Bill Clinton, 42ème Président des États Unis, commet une grave faute en supprimant le Glass Steagall Act de 1933, conséquence de la crise de 1929, qui séparait et protégeait la banque de dépôt de la banque d'affaire, c'est un véritable coup d'État financier mondial, discret, sans bruit, qui se réalise.



L'objectif de Bill Clinton est de relancer son économie et d'être réélu, grâce à la consommation et à la "croissance du PIB" en offrant, aux banquiers d'affaires, l'énorme réserve de ca$h de l'épargne des particuliers dans la banque de dépôt, ca$h que les banquiers d'affaire vont transformer en nouvelles dettes injectées dans l'économie via de "nouveaux produits financiers" (subprimes…) "sans risque" pour les agences de notation (notés AAA…), accélérant la consommation, moteur de la croissance du PIB, tout en utilisant les outils de titrisation pour en faire supporter le risque à toute la planète, créant ainsi de nouvelles bulles financières.

L'épargne des particuliers est ainsi pris en otage par les banques d'affaire, devenues intouchables au travers le "too big to fail", obligeant, dans tous les cas, les états à les renflouer pour éviter de voir s'effondrer la banque de dépôt des particuliers reproduisant ainsi la crise de 1929, le chaos, l'effondrement et la guerre civile.

Désormais, les États sont sous la menace permanente d'un chaos immédiat s'ils n'obéissent pas aux injonctions de compétition sur la croissance du PIB organisée entre les États endettés par les financiers depuis les paradis fiscaux, conditionnant ainsi le refinancement perpétuel de leurs dettes, qu'ils ne peuvent pas rembourser, en risquant le défaut souverain synonyme d'effondrement et de chaos immédiat.

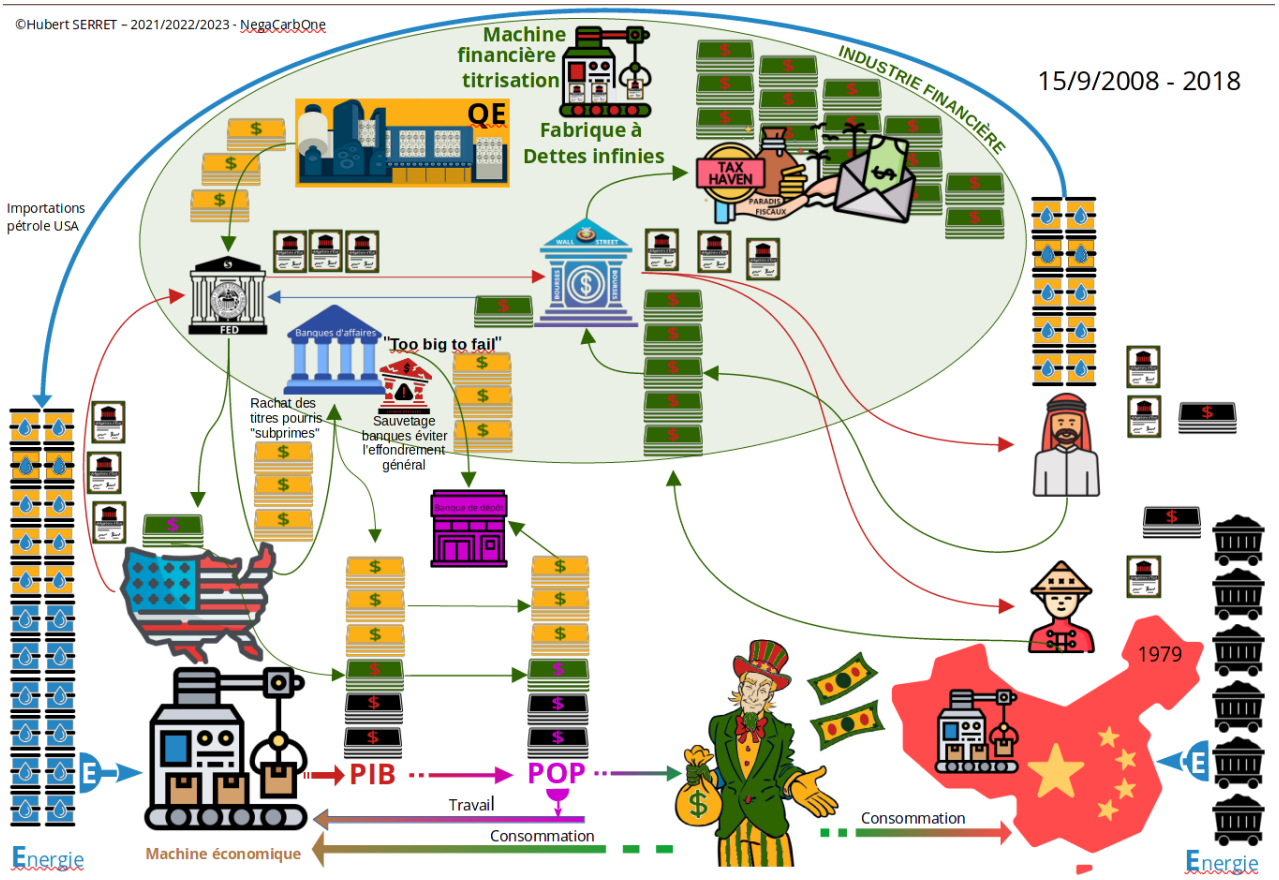
Le monde se trouve verrouillé, soumis au dictat de l'industrie de la finance mondiale à l'abri des paradis fiscaux, un coup d'État financier mondial, au travers un double chantage :

- le chantage au défaut souverain des États se trouvant dans l'incapacité à chaque échéance, de rembourser leurs dettes en cas de non refinancement perpétuel de la dette, défaut souverain qui provoquerait chaos, effondrement et guerre civile

- le chantage à la faillite des banques de dépôts obligeant les États à refinancer l'industrie financière (banques d'affaires, assurances et autres) dans tous les cas, avec des nouvelles dettes des États, afin d'éviter la faillite des banques de dépôt et le lessivage des dépôts des particuliers, ce qui provoquerait aussi, chaos, effondrement et guerre civile.

3.4.7. La crise de 2008 et la faillite de Lheman Brothers le 15/9/2008

Crise mondiale des subprimes : confirmation de la prise d'otage des banques d'affaires au travers le "*too big to fail*" obligeant les états à renflouer les banques pour éviter la crise de 1929.



2009 : en réponse à la crise des "sub-primes", les États utilisent le QE (Quantitative Easing), la planche à billets, pour renflouer les banques et éviter l'effondrement mondial financier en rachetant les créances pourries des sub-primes dans des véhicules financiers particuliers qui vont les stocker comme on range en haut d'une étagère, un truc que l'on ne veut plus voir.

Ce QE est donné aux banques en contrepartie d'une augmentation massive des dettes d'État, des obligations d'État pour racheter les dettes pourries des banques d'affaires et ainsi éviter l'effondrement des banques de dépôt et le lessivage des particuliers.

Un enchainement de plus en plus important à la dette dont le seul moyen de remboursement, à chaque échéance, consiste à créer une nouvelle dette encore plus importante, conditions de cette nouvelle dette fixée par la notation des 3 principales agences de notation (Fitch, Standard & Poor's, Moody's) reposant essentiellement sur la croissance du PIB réalisée et l'engagement futur de croissance du PIB, censé garantir (...) la capacité de remboursement de la dette future et le classement respectif des États dans la compétition entre États pour cette plus forte croissance du PIB.

Compétition mortifère.

Pour l'industrie financière c'est la confirmation de son coup d'État mondial : *"pile je gagne, face tu perds !".*

Dès lors, l'endettement massif et perpétuel des États nous maintient dans le modèle illusoire des "30 glorieuses d'avant 1974" en reproduisant à l'infini et de manière artificielle, via la dette, les conditions contractuelles de cette époque au travers le renouvellement d'une dette passée, dont la croissance permanente signe la dépendance et l'impossibilité d'en renégocier les conditions pour diminuer les émissions de CO2 et préserver le climat et la biodiversité.

Promesse de croissance du PIB illusoire, puisque dopée par la dette croissante jamais déduite du PIB, le tout verrouillé par un chantage financier permanent d'effondrement systémique de la part des banques d'affaires devenues plus puissantes que les États (prise en otage de l'épargne de la banque de dépôt : "*too big to fail*").

L'argent du PIB et de sa croissance est aspiré par les multinationales dont est actionnaire l'industrie financière et les profits sont ensuite recrachés sous forme de dividendes versés à l'industrie financière, sans impôt, dans les paradis fiscaux en appauvrissant les États.

Les États se trouvent ainsi de plus en plus privés des moyens de rembourser leurs dettes ce qui les oblige à de plus en plus s'endetter et à céder leurs bijoux de familles (autoroutes française des jeux) aux multinationales détenues par l'industrie financière, ce qui aura pour effet de diminuer encore plus vite les recettes fiscales et d'augmenter les déficits publics.

Les États devront donc de plus en plus s'endetter tout en se soumettant aux exigences de l'industrie financière sur la "réduction des déficits publics" ce qui se traduira par la suppression et la dégradation de tout ce qui n'est pas producteur de PIB à court terme, à commencer par les services publics (école, justice, hôpitaux, santé etc.) confirmant ainsi que les intérêts de l'industrie financière sont devenus plus importants que l'intérêt général des États dont la survie dépend désormais du refinancement perpétuel de la dette aux meilleures conditions, tout en étant en permanence menacés d'effondrement immédiat par le lessivage des banques si les États ne les renflouent pas avec de nouvelles dettes dans le cas où leurs titrisations et spéculations hasardeuses provoqueraient leurs faillites.

Le pouvoir politique n'a plus aucun pouvoir si ce n'est de gérer la situation des États contraints par l'industrie financière, c'est-à-dire donner toujours plus d'argent public aux multinationales pour satisfaire l'industrie financière, sous formes de subventions, CIR, CII, etc. tout en réduisant de prétendus "déficits" publics dont l'origine se trouve dans la perte du ca$h du PIB extrait des États par les multinationales aux mains de l'industrie financière et reversées en dividendes à l'industrie financière dans les paradis fiscaux.

Dans les fameux "déficits publics" on ne parle que des dépenses en occultant toujours les recettes manquantes issues du PIB et de sa croissance, détournées dans les paradis fiscaux par les multinationales en situation de monopoles et aux mains de l'industrie financière, créant toujours plus de déséquilibres budgétaires pour les États qui n'ont alors d'autres choix que :

- de brader les bijoux de famille (Française des jeux, autoroutes, etc...) aux multinationales, détenues par les financiers dans les paradis fiscaux, accélérant l'appauvrissement des États puisque les recettes finiront dans les paradis fiscaux et manqueront à l'état tout en enrichissant ceux qui refinanceront la dette perpétuelle croissante

- couper dans les dépenses de santé, éducation, sécurité, justice, police, armée etc... au nom d'un déficit budgétaire provenant en réalité de l'évaporation des impôts qu'auraient dû normalement payer les multinationales si les mécanismes d'optimisation fiscale dans les paradis fiscaux n'avaient pas été "légalisés" par les politiques contraints de le faire par la nécessité de refinancement perpétuel de leurs dettes, entre autres...

- continuer le business model carboné de cette croissance de la Dette-PIB, sous menace d'effondrement immédiat en cas de changement de stratégie par un non refinancement de la dette perpétuelle croissante et un défaut souverain (État) de remboursement provoquant le lessivage des banques de dépôt, la révolte de la population, le chaos, la guerre civile et la fin de la "démocratie"...

La poursuite de ce modèle économique carboné destructeur de la biodiversité repose sur :

- l'endettement croissant perpétuel sous condition de perpétrer un modèle carboné destructeur du climat et de la biodiversité datant de la période des 30 glorieuses 1945 - 1974

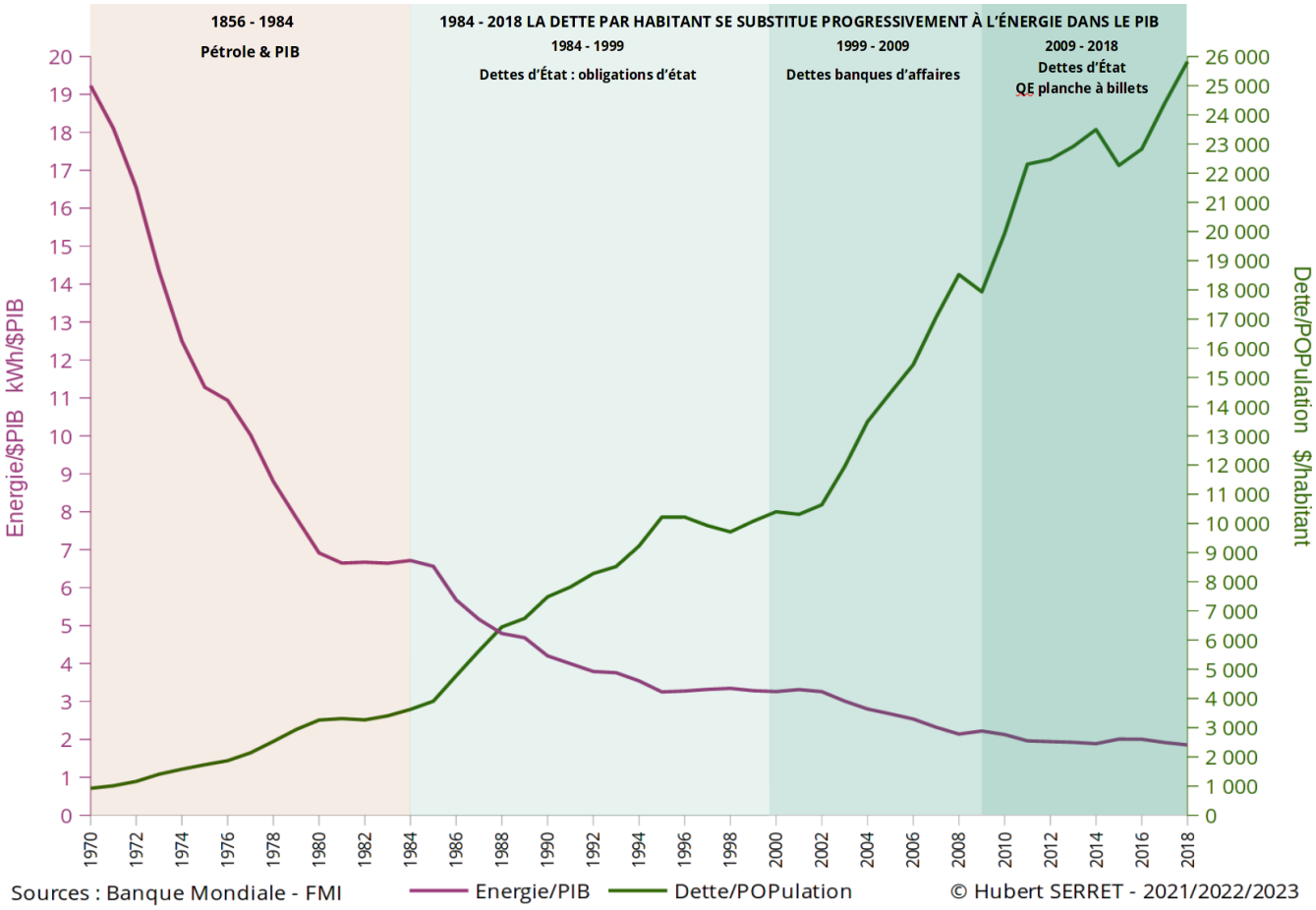
- le refinancement perpétuel de la dette aux meilleures conditions en fonction des notations des agences de notation basées sur la position dans le classement dans la compétition mondiale pour la plus forte croissance du PIB et aux promesses de croissances futures du PIB comme garantie de remboursement de la nouvelle dette permettant de rembourser la précédente

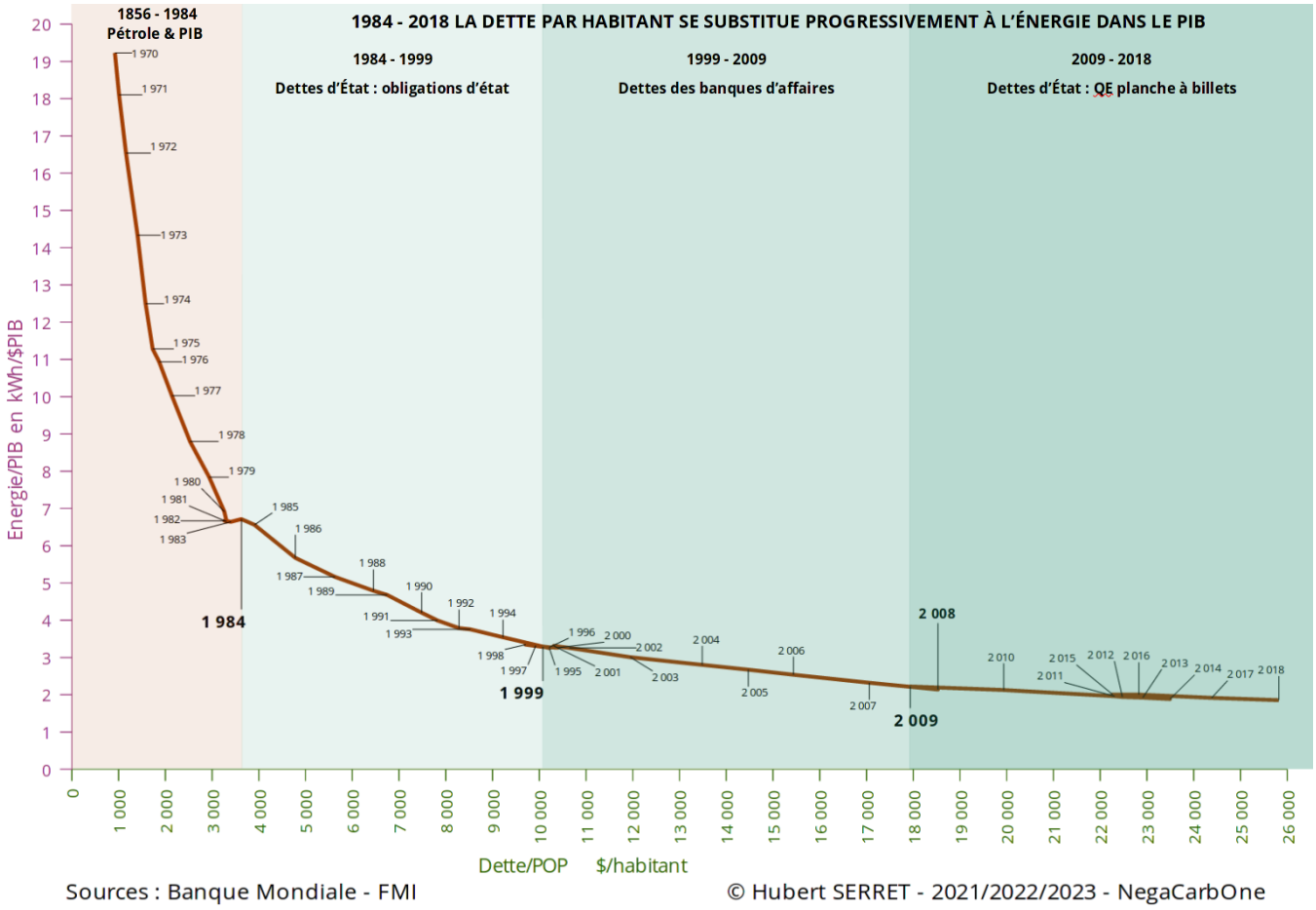
- la menace permanente d'effondrement financier immédiat en cas de non remboursement de la dette à une échéance en faisant un défaut souverain

- l'obligation de refinancement des banques par de nouvelles dettes des États, banques devenues "too big to fail" du fait de la suppression de la séparation entre banques de dépôt et banques d'affaires : les banques ont pris le pouvoir sur les États et l'intérêt général qui a été relégué au second plan, après l'intérêt strictement financier de la croissance du PIB, PIB capté par les multinationales pour devenir une nouvelle dette.

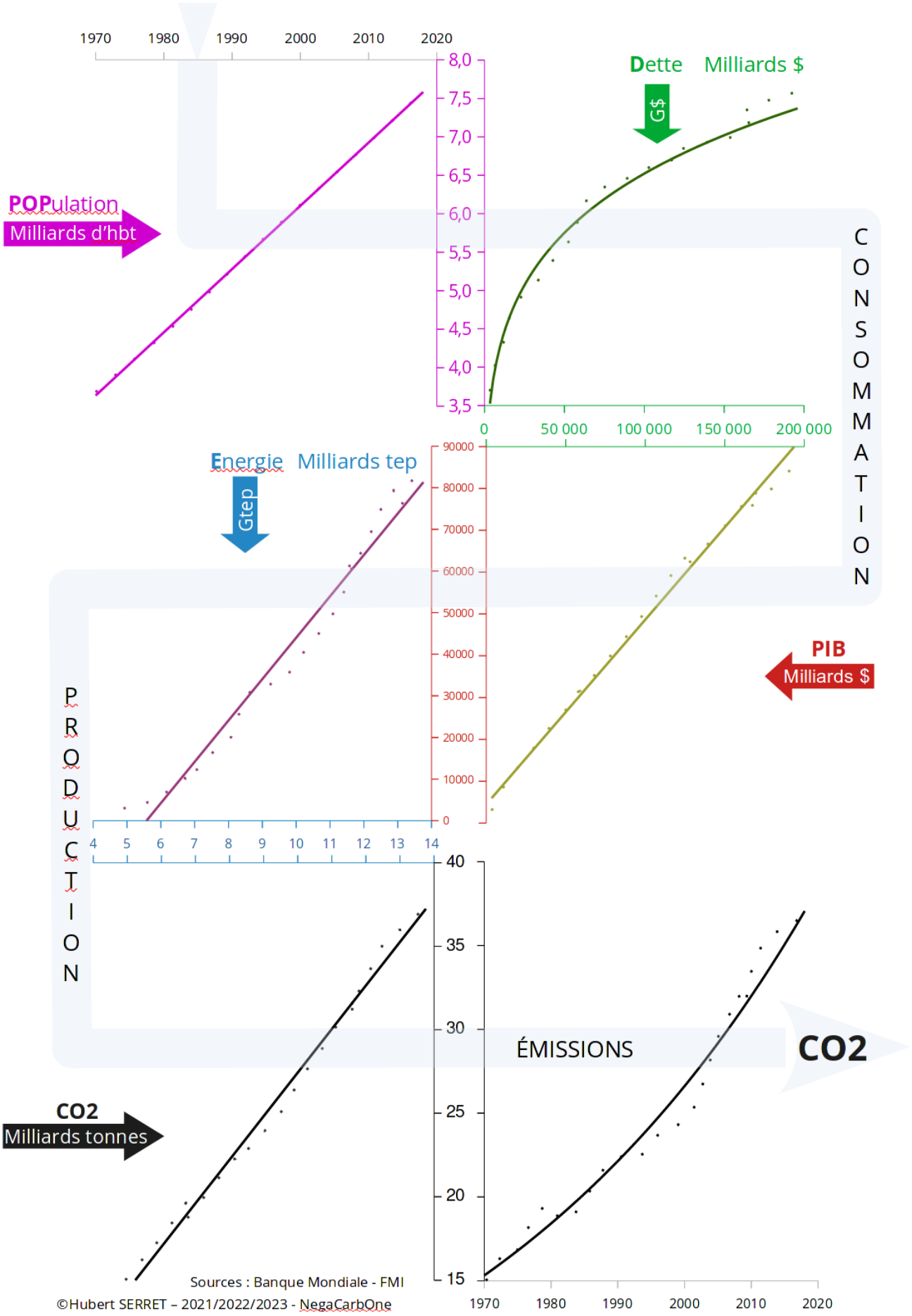
Le pouvoir des États se limite désormais à "gérer le bac à sable local", avec comme objectif principal de bien se classer dans la compétition pour une croissance infinie du PIB imposée par l'industrie financière, diminuer les déficits en vendant les bijoux de famille et en supprimant progressivement tout ce qui ne produit pas de PIB à court terme, un cercle vicieux d'endettement croissant perpétuel, qui a pour conséquence d'imposer les émissions de gaz à effet de serre, la destruction du climat et de la biodiversité, un **darwinisme social financier** conduisant à l'inhabitabilité de la Terre pour l'espèce humaine.

3.5. Synthèse des périodes

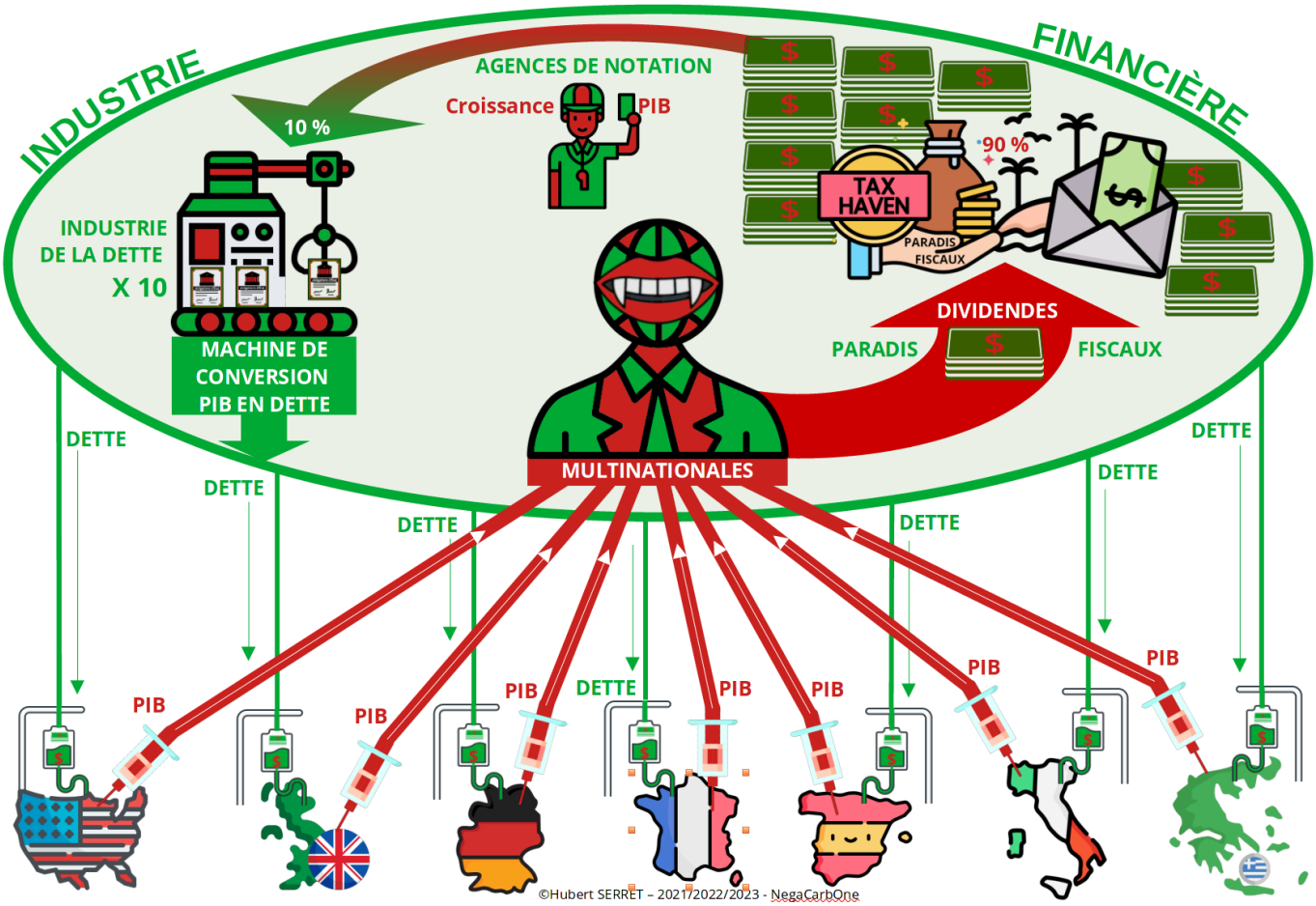




3.6. La route du CO2



3.7. Synthèse du modèle actuel imposé par l'industrie financière



Un modèle infini de concentration du capital qui détruit le climat et la biodiversité par l'infinie cupidité de 0,1 % d'humains et la complicité bien involontaire des autres face à un système financier volontairement rendu complexe, opaque, illisible et incompréhensible, bloquant tout changement, contraignant à ne voir que la fin du mois pour ne pas voir la fin de l'humanité.

Il est bon de rappeler que les gouvernants peuvent aussi être "légalement" actionnaires des multinationales et bénéficier des dividendes versés chaque année, sans que cela soit considéré comme de la corruption ou un conflit d'intérêt, pourtant n'est-on pas en droit de s'interroger ?

Par la menace permanente d'effondrement systémique que fait peser l'industrie financière sur les États, l'intérêt financier de la croissance du PIB s'est imposé au-dessus de l'intérêt général du climat et de la biodiversité condamnant l'humanité à disparaître du fait d'une Terre rendue inhabitable.

La suppression, par l'État, de tout ce qui ne produit pas du PIB à court terme, contraint par la Dette détenue par les créanciers, ne conduit-il pas vers un **darwinisme social financier** plus ou moins hypocritement "**accepté**", consistant à éliminer progressivement tous les improductifs de croissance du PIB, les faibles, les fragiles, les personnes âgées, les malades, les pauvres surtout ? Acceptation reposant sur le risque et la peur des classes moyennes de perdre immédiatement (défaut souverain sur la dette en cas de refus), l'épargne d'une vie qui les conduirait, elle aussi, au déclassement vers la pauvreté, les condamnant à être, à leur tour, les nouvelles victimes de ce **darwinisme social financier imposé par la dette.**

4. CONCLUSION

La dette mondiale, et la compétition entre États pour son refinancement perpétuel, est la principale raison pour laquelle les États n'agissent pas au niveau d'urgence requis par l'accélération brutale du réchauffement climatique anthropique et la destruction de la biodiversité.

Le système conventionnel financier humain est bloqué par la fuite en avant court-termiste d'une DETTE perpétuelle devenue impossible à rembourser.

La dette mondiale est le verrou qui impose la destruction du climat et de la biodiversité conduisant à l'inhabitabilité de la Terre pour l'espèce humaine et son extinction.

Le problème du réchauffement climatique et de la destruction de la biodiversité est un problème mondial.

La résolution de ce problème mondial passe forcément par une gouvernance mondiale (ONU ?...) réellement au service de l'intérêt général des habitants de la planète Terre, en substitution d'une gouvernance mondiale strictement financière, imposée par la dette, détenue par 0,1% de la population mondiale financière, œuvrant principalement et essentiellement à la concentration du capital, au service de ces détenteurs, dans les paradis fiscaux.

La dette mondiale s'est imposée au-dessus des constitutions des États et de l'intérêt général des peuples.

Seule une autorité mondiale peut rétablir l'intérêt général des peuples pour le climat et la biodiversité à sa juste place, au-dessus les intérêts strictement financiers destructeurs d'une infime minorité.

5. SOLUTIONS (ébauche)

Ce serait très prétentieux de vouloir proposer LA solution, surtout au niveau macro-économique qui n'est que la somme de décisions stratégiques des États et de décisions micro-économiques, des individus, des ménages et des entreprises, je me contenterai de quelques idées et d'une ébauche.

Bien entendu, la suppression définitive des paradis fiscaux serait l'idéal ainsi qu'une fiscalité et des règles sociales identiques au niveau mondial, mais il faudrait que les États acceptent une gouvernance mondiale avec un véritable poids à l'ONU, ce qui est loin d'être évident.

En ce qui concerne la menace financière spéculative d'effondrement, du fait de la suppression du GlassSteagall Act de 1933, un exemple de solution serait, en cas de faillite, à rendre responsable de l'intégralité du passif, solidairement et indéfiniment, sur leurs biens personnels, le PDG (CEO), les administrateurs, tous les dirigeants y compris les actionnaires des banques et autres organismes financiers ; ce qui ne serait qu'un juste retour des choses compte tenu du pouvoir destructeur qu'elles ont imposé au monde et à la Terre.

Concernant la dette, il est temps de positionner, à côté des banques privées et du FMI, une banque publique mondiale, sous égide de l'ONU, avec la création d'une monnaie mondiale dirigée uniquement par la Banque Mondiale, à parité avec le dollar.

Un mécanisme de pénalité financière dissuasif doit être imposé par l'ONU aux pays ne respectant pas les accords des COP's.

Ce mécanisme permettrait de faire prendre en charge tout ou partie de la dette d'un État vertueux sur le plan climatique et de la biodiversité, par les pays non vertueux n'ayant pas respecté les engagements pris lors des COP's.

Les pays dépassant positivement les engagements pris lors des COP's se verraient accorder une bonification sous forme de création monétaire dans cette nouvelle monnaie mondiale, leur permettant d'accélérer leurs efforts de décarbonation.

Cette nouvelle création monétaire serait supportée par les pays les moins vertueux sous forme d'une nouvelle dette s'ajoutant à celle existante.

Une agence de notation carbone officielle et mondiale, sous contrôle de l'ONU et du GIEC, établirait les bilans carbone annuels des États et une notation serait établie par rapport à leurs feuilles de route et au respect de leurs engagements.

Cette notation permettrait de déterminer un taux supplémentaire d'intérêt qui viendrait s'ajouter ou se soustraire à toute nouvelle dette contractée par un état.

Il ne s'agit là que d'une ébauche de solution, un travail complémentaire est nécessaire.

Dans le goût de Salvador DALI une peinture symbolique résumant bien notre monde et notre époque… climat, désert, montée des eaux, finance, énergie tout y est ou presque…

"L*e rêve américain*" (American dream)
musique d'Erik SATIE "*gnosienne N°1*" illustrant bien la "dynamique" de ce tableau…

version courte https://www.youtube.com/watch?v=oOTpQpoHHaw

version longue https://www.youtube.com/watch?v=F1dTv_WsMRI

Sources :

CO2 : https://donnees.banquemondiale.org/indicator/EN.ATM.CO2E.KT

E : https://www.bp.com/en/global/corporate/energy-economics/statistical-review-of-world-energy.html

PIB : https://donnees.banquemondiale.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD

D : https://www.worldbank.org/en/research/publication/waves-of-debt

POP : https://donnees.banquemondiale.org/indicator/SP.POP.TOTL